

MAROC
**La corruption
gangrène les
institutions**

P2

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Mercredi 26 février 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6381 - 21^e année

ALGÉRIE - ESPAGNE

**La coopération
en matière
de sécurité
routière
au menu**

P2

CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

Sur la voie de la paix, à l'initiative des États-Unis

LIRE EN PAGE 24

CONSOLIDATION DES ACQUIS DES TRAVAILLEURS ET PRÉSERVATION DU CARACTÈRE SOCIAL DE L'ÉTAT

L'UGTA salue l'engagement du président Tebboune

LIRE EN PAGE 3



L'UGTA a célébré hier la 69e anniversaire de sa création et le 54e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures.

Ph : APS

PALAIS D'EL MOURADIA



**Le président
Tebboune
reçoit le MAE
du Niger**

P3

DEMANDE CROISSANTE EN EAU PENDANT LE RAMADHAN

Derbal rassure

P4

AG EXTRAORDINAIRE ÉLECTIVE DE LA FAF

**Walid Sadi
reconduit pour
un 2^e mandat**

P11

**HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA,
CET APRÈS-MIDI À 15H30**

**17 coursiers
de valeur
sensiblement
égale**

P21

Le solaire dans les foyers

Les sources d'énergie ont été à l'ordre du jour de l'actualité à deux reprises ces derniers jours. En conseil des ministres, dimanche dernier, puis le lendemain, lors de la double commémoration de la création de l'UGTA, en 1956, et de la nationalisation des hydrocarbures en 1971. Au lendemain de l'Indépendance, on s'était rendu compte de la politique discriminatoire menée par le colonisateur français en matière de raccordement électrique en Algérie. La société qui était chargée de la distribution de l'électricité et du gaz en Algérie, à l'époque, était l'EGA (Électricité et Gaz d'Algérie). Les colons européens représentaient 87% du total des abonnés contre seulement 13% d'Algériens. Ce taux de raccordement des Européens était ainsi six fois supérieur à celui de la population algérienne qui, elle, était à l'époque 10 fois plus nombreuse. Aujourd'hui, la Sonelgaz a atteint un taux de cou-

verture électrique de 99% au niveau national, tandis que le taux de raccordement au gaz naturel avoisine 70%. Une précision utile pour tous les béotiens de France qui considèrent la colonisation de « mission civilisatrice ». Ceci dit, ce retour sur le devant de l'actualité de l'énergie est lié à plusieurs objectifs. D'abord sortir de la dépendance des hydrocarbures « tout en investissant dans les énergies nouvelles telles que l'hydrogène vert et l'énergie solaire dont l'Algérie dispose de grandes potentialités » comme l'a si bien exigé le président de la République au cours du dernier Conseil des ministres. Avant d'ajouter qu'il faut « préserver le pouvoir d'achat des citoyens en matière de consommation de l'énergie, et ce, en augmentant les investissements énergétiques et en luttant contre le gaspillage sous toutes ses formes ». Le but étant de laisser leur part aux générations futures. Le recours aux énergies renouvelables comme le solaire par les foyers algériens s'adosse nécessairement sur une poli-

tique attractive. À titre d'exemple, en septembre dernier, le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a obtenu une accréditation délivrée par l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac), lui permettant d'évaluer les qualités techniques et les performances thermiques des chauffe-eau solaires. L'idéal est que ce type de chauffe-eau se généralise.

Mais pas que ! Puisque la même installation solaire permet de générer de l'électricité. D'autre part, « Une formation de plusieurs mois dans l'installation des systèmes solaires photovoltaïques et d'éclairage public » a été annoncée par le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ). Il est clair que la transition a, dès le début, fait du surplace alors que l'énergie solaire a donné toutes les preuves de son efficacité dans la consommation domestique. Il ne reste plus qu'un bon contenu marketing et des moyens incitatifs pour faire basculer, en masse, les consommateurs algériens vers ce type d'énergie. Beaucoup de pays avancés comme l'Allemagne sont bien engagés dans cette voie. Avec beaucoup moins de soleil que nous !

Zouhir Mebarki

L'ÉDITO

ALGÉRIE — ESPAGNE

La coopération dans le domaine de la sécurité routière au menu

Lors de la visite que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a effectuée lundi au siège de la Direction générale du trafic du ministère espagnol de l'Intérieur, il a été question du renforcement de la coopération bilatérale et de l'échange d'expériences entre les deux secteurs ministériels dans ce domaine.



Ph: DR

Selon un communiqué du ministère, il a été convenu de tenir des réunions bilatérales spécialisées réunissant des experts des deux pays pour étudier les mécanismes pratiques afin de développer davantage le travail commun à cet égard. La même source indique que Brahim Merad et la délégation algérienne qui l'a accompagné, comprenant le Directeur général de la Sécurité nationale Ali Badaoui et le Directeur général de la Protection civile Boualem Boughelaf, ont été informés de l'organisation et la gestion de cet organisme et ont reçu des explications sur les mécanismes juridiques et pratiques et les solutions techniques modernes sur lesquelles il s'appuie dans le cadre de sa stratégie de la ges-

tion du trafic et pour la moderniser et prévenir l'insécurité routière, a indiqué un communiqué du ministère. Pour rappel, selon une annonce faite en 2016, par les autorités algériennes, une société mixte algéro-espagnole, spécialisée dans la régulation et la gestion de la circulation routière, devait contribuer à débarrasser les Algérois du cauchemar quotidien des embouteillages qui leur font perdre un temps précieux et polluent l'air de la capitale qu'ils respirent. Le système dont la mise en œuvre avait été envisagée était déjà utilisé dans les grandes villes et capitales européennes. Il devait être appliqué, dans une première phase, à Alger avant son extension à d'autres grandes villes qui souffrent du problème

d'encombrement comme Oran et Constantine. Il s'agit, tout simplement, de réguler les flux de circulation automobile par la signalisation avec une commande centralisée. Brahim Merad et la délégation qui l'accompagne, sont en visite officielle en Espagne, pour deux jours (les 24 et 25 février), suite à une invitation officielle de Fernando Grande-Marlaska, dans le cadre des efforts visant à renforcer la coopération institutionnelle entre les deux pays. Lundi, Brahim Merad a rencontré, à Madrid, son homologue espagnol, avec lequel il a évoqué les perspectives de coopération entre les secteurs de l'intérieur des deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre a été élargie aux délégations des deux pays et a

permis de passer en revue les perspectives de coopération bilatérale entre les deux secteurs de l'Intérieur, notamment dans les domaines liés à la Sécurité nationale et à la Protection civile. La rencontre a été une occasion pour "échanger les expertises concernant la lutte contre le crime transfrontalier et coordonner les efforts conjoints pour faire face aux défis communs", selon la même source. Fernando Grande-Marlaska a salué le rôle de l'Algérie en tant que partenaire clé en matière de sécurité et d'immigration, soulignant la nécessité de renforcer la coopération pour faire face aux défis sécuritaires communs et lutter contre le crime organisé. Ces informations confirment le réchauffement qui a commencé depuis quelques mois dans les relations entre l'Algérie et l'Espagne après une longue crise diplomatique. La situation s'est améliorée avec la rencontre, il y a quelques jours, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, avec le ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération d'Espagne, José Manuel Albares Bueno, en marge de la 2e journée de la réunion ministérielle du G20, Johannesburg en Afrique du sud.

M. R.

FORUM ARABE DE COOPÉRATION DIGITALE D'AMMAN

L'Algérie met en avant ses avancées en transformation numérique

Lors du Forum international arabe sur la coopération numérique et le développement, organisé à Amman (Jordanie), le sénateur Abdelhak Brahimi a mis en lumière les progrès significatifs de l'Algérie en matière de transformation numérique. Cette dernière «constitue une priorité nationale et un axe majeur des réformes engagées par le président Abdelmadjid Tebboune » a déclaré, Brahimi, indique un communiqué du Conseil de la nation.

Intervenant dans une session consacrée au rôle des parlementaires dans la gouvernance numérique au sein du monde arabe, M. Brahimi a rappelé que l'Algérie a engagé une transition numérique ambitieuse visant à moderniser l'administration publique et optimiser la gouvernance économique.

La mise en place d'un ministère dédié à la numérisation et d'un Haut-Commissariat à la numérisation illustre cette volonté de structurer une approche inclusive et intégrée. Parmi les initiatives clés figurent la stratégie nationale de numérisation à l'horizon 2034 et son plan quinquennal 2024-2029. Soulignant l'importance de la gouvernance numérique, le sénateur a insisté sur la dimension régionale et internationale de cette transformation, notamment à travers le développement de partenariats numériques entre le monde arabe et l'Afrique. Mandaté par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, M. Brahimi représente l'Algérie à cette deuxième édition du forum, organisée par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (ESCWA) en collaboration avec la Ligue des États arabes. Cette rencontre, qui s'appuie sur les travaux de l'édition 2021, rassemble des responsables des secteurs public et privé, des experts du numérique et des jeunes pour débattre des priorités en matière de transformation et de coopération numérique. Les discussions mettent l'accent sur le renforcement de la coopération multilatérale dans les TIC, l'économie numérique et la transformation digitale au service du développement durable dans la région. L'avenir de la numérisation aux niveaux régional et international figure également au cœur des échanges, souligne le communiqué du Conseil.

M. Seghilani

L'INFLUENCE DE L'ARGENT SUR LA SCÈNE POLITIQUE DÉNONCÉE PAR DES INTELLECTUELS, DES JEUNES ET DES PRÉSIDENTS DE PARTIS

Au Maroc, la corruption gangrène les institutions

Dans un article intitulé "Réflexions sur la situation politique actuelle", Rachid Hamouni, le président du groupe parlementaire du Parti du progrès et du socialisme (PPS), accuse le système marocain de gouvernance, de favoriser l'emprise de l'argent sale sur les institutions politiques, transformant le jeu démocratique en simple façade au service d'une élite corrompue, au détriment des citoyens de plus en plus marginalisés et privés de perspectives. Dans ce cadre, plusieurs intellectuels marocains avaient d'ailleurs dénoncé cette situation allant même jusqu'à affirmer que l'actuel chef du gouvernement Aziz Akhenouch, a réussi son ascension au niveau des structures du parti le Rassemblement national des indépendants (RNI), en usant de corruption et en versant des pots de vin même à des formations politiques qui étaient en course pour les dernières législatives pour battre les islamistes du PJD d'El-othmani. L'affaire avait fait grand bruit il y a deux ans mais le scandale a été vite étouffé sur intervention du roi M6 et son premier conseiller André Azoulay qui avait pris sous son aile le nouveau chef du gouvernement qui avait prêté allégeance à l'entité sioniste et juré qu'il allait être son valet servant dans la région. Il est connu que l'influence de l'argent sale et les lobbies, sur la scène politique marocaine, est grande et qu'aujourd'hui elle est devenue un marché d'intérêts où des partis se vendent au plus offrant et les élections se jouent sur des allégeances financières plutôt que sur des programmes. Et ce jeu pervers est couvert par le Makhzen qui y trouve son compte. Cette pratique est devenue un pousoir qui éloigne et écarte les intellectuels et les jeunes au profit d'opportunistes, installant

ainsi un climat de désignation et de défiance citoyenne. Il faut savoir que l'argent sale, souvent issu du trafic de drogue, sert même la diplomatie du royaume qui en use et abuse pour acheter des soutiens à sa politique expansionniste et coloniale dans la région du Maghreb. L'affaire des eurodéputés corrompus et la dernière tentative du Maroc d'acheter des voix au profit de sa candidate aux élections pour le poste de vice-président de la commission de l'Union africaine sont des preuves irréfutables de l'influence de l'argent sale sur la sphère politique marocaine. Dans son article, Rachid Hamouni, déplore la disparition progressive de la classe moyenne, autrefois porteuse de l'idéal démocratique, aujourd'hui absorbée par la lutte quotidienne pour sa survie économique. Il s'interroge sur la responsabilité collective face à la dérive du paysage politique et sur la capacité des citoyens à s'engager dans un climat marqué par la désillusion. Il dénonce également l'écart croissant entre les discours et les pratiques des acteurs politiques, et remet en cause la conformité des institutions gouvernementales et législatives avec l'esprit de la Constitution de 2011, soulignant dans ce contexte, les difficultés rencontrées par les jeunes entrepreneurs dans un climat économique hostile, tandis que d'autres, issus de la sphère des affaires douteuses, investissent le champ politique pour renforcer leur influence et accroître leur fortune via des positions de pouvoir. Parallèlement, les plus démunis paient le prix de leur dignité, certains cédant aux pratiques électorales corrompues, alimentant ainsi un cercle vicieux d'exploitation et de misère organisée. Les intellectuels et militants sont marginalisés, convaincus de l'inutilité de

leur engagement après des années de désillusions et de répression. D'ailleurs, la presse marocaine a fait état, à plusieurs reprises de procès pour conflits d'intérêts manifestes. Akhenouch, le chef du gouvernement est accusé d'avoir versé des pots de vin à l'autorité de surveillance du commerce pour se permettre d'augmenter les prix du gaz butane mis en bonbonnes par son entreprise. Malgré l'intervention de M6 qui voulait mettre fin aux manifestations qui avaient ébranlé le royaume l'hiver 2024, l'augmentation a été actée. Hamouni appelle à une refonte des discours politiques, et dénonce une rhétorique gouvernementale déconnectée de la réalité sociale et des partis obsédés par la quête du pouvoir au détriment de leur identité et de leurs valeurs. Il critique la transformation du Parlement en théâtre de la surenchère et du spectacle, au lieu d'un espace de débat sérieux et constructif. En conclusion, Hamouni accuse le système de favoriser l'emprise de l'argent sale sur les institutions politiques, transformant le jeu démocratique en simple façade au service d'une élite corrompue, au détriment des citoyens de plus en plus marginalisés et privés de perspectives. Cette situation est, par ailleurs, dénoncée par plusieurs ONG qui citent le Maroc comme un pays où la corruption est institutionnalisée et où verser un "bakchich" pour obtenir une faveur est chose courante au point où toutes les valeurs morales ont pris un sérieux coup. Le makhzen a mis en place ce système et il est en train de l'entretenir pour lui assurer une longévité et pour s'assurer, lui, hégémonie et domination sur la vie politique, sociale économique et autre des marocains.

Slimane B.

CONSOLIDATION DES ACQUIS DES TRAVAILLEURS ET PRÉSERVATION DU CARACTÈRE SOCIAL DE L'ÉTAT

L'UGTA salue l'engagement du président Tebboune

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a salué depuis Hassi Messaoud à Ouargla, l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à consolider les acquis des travailleurs et à améliorer leur cadre de vie et cadre professionnel, conformément au principe de préservation du caractère social de l'Etat.



Ph : Mourad Sid

« Nous saluons hautement la teneur de l'allocution du président de la République à l'occasion de cette commémoration historique, notamment en ce qui concerne la consolidation des acquis obtenus par la classe ouvrière au cours de ces dernières années », a déclaré Takdjout en marge de la cérémonie de la commémoration du double anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures, présidée par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Soulignant « les décisions courageuses » du président de la République et son engagement à améliorer le cadre de vie et le cadre professionnel

des travailleurs, Takdjout a mis en avant le soutien de l'UGTA à la politique du président de la République « en ce qui concerne la préservation du caractère social de l'Etat, ancré dans la Proclamation du 1er Novembre 1954 ainsi que sa détermination à poursuivre le développement de l'économie nationale ». Le SG de l'UGTA a appelé les travailleurs de tous les secteurs à « soutenir les efforts du président de la République en vue de développer et de diversifier l'économie nationale, et de permettre à notre pays de rejoindre le rang des pays émergents, d'autant plus que toutes les potentialités sont disponibles ».

Toujours dans le cadre de la célébration du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de l'UGTA, la Centrale syndicale a organisé, hier, à la Maison du peuple à Alger, une journée dédiée à cet événement. Ont participé à cette journée, tenue au milieu de l'après-midi, les cadres et les représentants de l'UGTA à leur tête Amar Takdjout, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb ainsi que des représentants d'organisations syndicales régionales, arabes, africaines et internationales.

Ania N.

LE VICE-PDT DU CONSEIL DE LA NATION À LA RÉUNION DE LA LIGUE DES PARLEMENTAIRES POUR EL-QODS ET LA PALESTINE OCCUPÉS

« Le peuple palestinien et sa révolution sont une partie intégrante du sort de la Nation algérienne »

Le vice-président du Conseil de la nation, vice-président de l'Union interparlementaire (UIP), et vice-président de la Ligue des parlementaires pour El-Qods et la Palestine, M. Ahmed Kharchi a affirmé que « l'Algérie, peuple et Gouvernement, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, considère le peuple palestinien et sa Révolution comme étant une partie intégrante du sort de notre Nation », lors de sa participation par visioconférence, à la réunion de l'organe exécutif de la Ligue des parlementaires pour El-Qods et la Palestine, a indiqué un communiqué de la chambre haute du Parlement.

Lors de cette rencontre, le Secrétaire général de la Ligue a présenté, selon la même source, le rapport politique du travail de cette instance, citant « notamment les campagnes de dénonciation et les communiqués soutenant la cause palestinienne ». À cet effet, les membres de la Ligue ont condamné « la décision américaine portant sanctions contre la Cour pénale internationale (CPI), et l'interdiction de l'UNRWA », a ajouté le communiqué.

Les participants ont également réaffirmé leur rejet catégorique « de toute tentative visant à déporter le peuple palestinien de son pays, et à maintenir la région dans une spirale de violence au lieu d'instaurer la paix », a fait savoir la source. Dans le même contexte, les membres de la Ligue ont salué l'initiative lancée par neuf pays, pour « la création du groupe de « la Haye » en vue de mettre un terme à l'occupation sioniste des territoires palestiniens, et de soutenir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement de son

État indépendant dans le cadre du principe relatif à la responsabilité des pays de protéger les droits inaliénables, en têtes desquels le droit des peuples à l'autodétermination, stipulé par la charte des Nations unies ». Lors du débat, M. Kharchi a appelé à « unifier les positions et les rangs palestiniens dans une première étape pour faire face à l'occupant sioniste », évoquant « les actions de la diplomatie algérienne depuis son accession à la qualité de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, en plaçant la défense des causes légitimes, notamment

la cause palestinienne, en tête de ses priorités ». Concernant les questions réglementaires, les membres de l'exécutif ont convenu de la nécessité d'« accélérer la création d'un Conseil des secrétaires relevant de la Ligue et de mobiliser le soutien des femmes et des jeunes en faveur de la cause palestinienne ». Le président de la Ligue a également souligné la nécessité de « dynamiser l'action des bureaux régionaux de la Ligue car faisant partie de la structure principale de la Ligue », a conclu le communiqué du Conseil de la nation.

L. Zeggane

SOUTIEN AUX CAUSES PALESTINIENNE ET SAHRAOUIE

Alger et Caracas réaffirment « le droit inaliénable à l'autodétermination » des deux peuples colonisés

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magrane, et le ministre délégué chargé des Affaires africaines au ministère vénézuélien des Affaires étrangères, Yuri Bimental, ont réaffirmé à Genève leur soutien aux peuples palestinien et sahraoui et à leur droit inaliénable à l'autodétermination ».

Selon un communiqué du MAE, Magrane, s'est entretenu avec Yuri Bimental

dans le cadre de la poursuite de ses rencontres bilatérales en marge de sa participation au Segment de haut niveau de la 58e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève du 24 au 26 février 2025.

« Lors de la rencontre, les deux parties se sont réjouies de la qualité des relations d'amitié et de coopération exceptionnelles unissant les deux pays et sont convenus de la poursuite de leurs efforts conjoints visant

à imprimer une plus grande dynamique au renforcement de la coopération bilatérale dans divers domaines », ajoute le communiqué.

Les deux parties ont également souligné la nécessité de perpétuer la tradition de concertation et de coordination entre les deux pays au niveau des différentes tribunes régionales et internationales ».

A. N.

EN VUE DE METTRE EN ŒUVRE LES PROJETS ALLOUÉS À L'ÉTAT DU NIGER

Attaf signe l'accord avec son homologue Bakary Yaou Sangaré

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf a reçu, hier, à Alger, au siège du ministère, son homologue, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'extérieur de la République du Niger, Bakary Yaou Sangaré, qui effectue une visite officielle en Algérie. Selon un communiqué du ministère, la rencontre « a permis de passer en revue les différents volets des relations de fraternité, de solidarité et de bon voisinage entre l'Algérie et le Niger et d'examiner les perspectives de les promouvoir à des niveaux supérieurs, dans le cadre des projets de coopération et de complémentarité dont les deux parties œuvrent à concrétiser dans divers domaines », précise le communiqué.

À l'issue des entretiens, les deux ministres ont signé un accord relatif aux « facilités administratives et douanières en vue de mettre en œuvre les projets alloués à l'État du Niger par l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement ».

Ania N.

L'AUDIENCIE S'EST DÉROULÉE AU PALAIS D'EL MOURADIA

Le président Tebboune reçoit le MAE du Niger

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier à Alger, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'extérieur de la République du Niger, Bakary Yaou Sangaré, indique un communiqué de la présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la présidence de la République, Boualem Boualem, et du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf.

R. N.

DEMANDE CROISSANTE EN EAU PENDANT LE RAMADHAN

Le ministre Derbal rassure

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a assuré que son secteur a pris des mesures proactives pour répondre à la demande croissante en eau pendant le mois de Ramadhan, en ajustant les horaires de distribution et en pompant des quantités supplémentaires des barrages.



Ph. : DR

S'exprimant, lundi sur les ondes de la Radio nationale, le ministre a, par ailleurs, fait savoir que l'entrée en service des cinq nouvelles stations, en sus de celles déjà opérationnelles, augmenterait le taux de dépendance sur cette ressource non conventionnelle de 20% actuellement à 42%. La réalisation des usines de dessalement s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, traduisant « une volonté politique prospective visant à faire face aux défis du stress hydrique résultant des changements climatiques, et à satisfaire les besoins croissants induits par le développement économique et agricole du pays ». Cette initiative contribuera à assurer l'approvisionnement en eau potable des villes côtières et des zones urbaines situées jusqu'à 150 km du littoral, d'autant plus que cette ressource n'est pas affectée par les variations climatiques.

L'augmentation de la part de l'eau dessalée permettra d'orienter les ressources hydriques conventionnelles vers d'autres secteurs, à l'exemple de l'agriculture et du développement industriel, a-t-il ajouté rappelant que le taux de remplissage des barrages à l'échelle nationale est actuellement à 38,40%. Après la mise en service des stations de "Cap Blanc" à Oran et de (Fouka) à Tipasa, trois autres stations seront bientôt livrées à Tighremt (Béjaïa), Cap Djinet (Boumerdès) et Koudiet Eddraouch (El-Tarf), avec une capacité de production de 300.000 m3/jour chacune, soit un total de 1,5 million m3/jour. Pour assurer la maintenance et la durabilité de ces installations stratégiques, des filières spécialisées ont été créées au niveau des universités et des instituts, en coopération avec les différents opérateurs du

secteur, selon le ministre. En ce qui concerne les stations de traitement des eaux usées, dont l'exploitation actuelle ne dépasse pas 10 %, le ministre a précisé que des travaux sont en cours pour les doter de systèmes de traitement tertiaire, ce qui permettrait d'atteindre un taux de purification maximal et de renforcer leur utilisation dans l'irrigation agricole. Le ministère vise à augmenter le taux d'exploitation de ces structures à 30 % d'ici la fin de l'année en cours.

LES TENTATIVES DE DRAINAGE DU BARRAGE (DJORF TORBA) PAR LE MAROC DÉNONCÉES

Sur un autre registre, le ministre a évoqué les « attitudes hostiles » du voisin de l'ouest, telles que les tentatives de drainage systématique du barrage (Djorf Torba) à Béchar, et son

impact sur l'équilibre écologique, soulignant que les autorités publiques ont pris plusieurs mesures pour faire face à cette situation, dont la réalisation du projet de transfert de (Boussir 1) pour alimenter la wilaya de Béchar en eau, récemment mis en service avec une capacité de production de 30.000 m3/jour. Le projet de transfert de Guatrani (Béchar), qui assurera 80.000 m3/jour, devrait être lancé dans les semaines à venir, a-t-il dit, affirmant que ce projet est « structurel et aussi important que les usines de dessalement ». Enfin, le ministre a souligné que le barrage (Djorf Torba), victime d'un « assèchement systématique pendant plusieurs années », s'est rempli en septembre dernier en seulement 48 heures, recevant plus de 200 millions de m3 d'eau de pluie.

Ania N

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE HOUARI BOUMEDIËNE (USTHB)

Quatre équipes titulaires de brevets d'invention honorées

Quatre équipes d'étudiants et d'enseignants encadrateurs de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediène (USTHB) ont été honorées, hier à Alger, pour leur obtention de brevets d'invention dans divers domaines, durant le 1er semestre 2024-2025. S'exprimant lors de la cérémonie de distinction organisée en l'honneur des quatre équipes au siège de l'université, le recteur Djamel Eddine Akretche, a précisé qu'« il s'agit de projets dans les spécialités des sciences de la vie, la physique, la météorologie et le génie mécanique, ayant reçu l'aval de l'Institut national algérien de la Propriété industrielle (INAPI), sur les 64 demandes d'invention soumises durant la même période par l'USTHB ». Ce dernier a souligné à cette occasion, que « ces brevets honorent cette université ainsi que l'Algérie et s'inscrivent dans la politique du président de la République et du ministre du secteur en faveur de la promotion l'innovation et l'invention ainsi que l'esprit d'entrepreneuriat ». Celui-ci constituant, désormais, « le 3ème pilier sur lequel s'appuie cette université, en sus de la formation et de la recherche scientifique ». M. Akretche a fait état à ce propos, de « 26 projets de l'USTHB ayant reçu le label de l'innovation, lequel permet à leurs titulaires la création et le développement de startups, alors que 217 autres porteurs de projets ont été retenus par l'Agence nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat (Nesda) ». Dans ce cadre, le recteur a ajouté qu'« un espace a été spécifiquement dédié à l'entrepreneuriat au sein de cette université, la « Start-up's Hall », traduisant une dynamique réelle dans ce domaine, au bénéfice des étudiants souhaitant s'y engager, de même que pour le développement économique du pays », a-t-il conclu.

L. Zeggane

EN RÉPONSE À LA DEMANDE CROISSANTE POUR L'ÉCOLE INTERNATIONALE ALGÉRIENNE EN FRANCE

Saâdaoui examine les moyens de l'élargissement de l'accès des enfants de la communauté nationale établie à l'étranger

Les moyens d'élargir l'accès des enfants de la communauté nationale à l'étranger, aux opportunités d'enseignement selon le programme national, à la lumière de la demande croissante pour l'École internationale algérienne en France, le sujet évoqué lors de la rencontre du ministre de l'Éducation nationale, M. Mohammed Seghir Saâdaoui, à Alger, avec le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane

Chaïb. À cette occasion, le ministre de l'Éducation a souligné « l'examen de la possibilité d'élargir la capacité d'accueil de l'École internationale algérienne en France ainsi que des moyens disponibles pour étendre le réseau des écoles algériennes à l'étranger, en particulier dans les régions connaissant une forte présence de notre communauté, dans le cadre des accords de coopération, et ce, afin de permettre aux enfants de la diaspora d'apprendre leur langue nationale et l'histoire de leur pays, en vue de préserver leur identité et renforcer leurs liens avec leur pays, l'Algérie, conformé-

ment aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ». M. Saâdaoui a également insisté sur « l'importance de réaliser le projet de l'école internationale algérienne virtuelle, qui permettrait de garantir l'enseignement à distance à tous les membres de la communauté nationale à l'étranger, qui souhaitent en bénéficier ». À l'issue de la rencontre, les deux parties ont convenu de « créer un groupe de travail conjoint pour concrétiser les résultats de cette rencontre », a-t-on conclu.

L. Z.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES INCENDIES

La Commission nationale de la protection des forêts pour 2025 installée

La Commission nationale de protection des forêts (CNPF) pour l'année 2025, dont la mission principale consiste en la préparation de la campagne de lutte contre les incendies, a été installée et l'ouverture de la saison de prévention et de lutte contre les feux de forêts aura lieu le 1er mai prochain. À cette occasion, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a salué les efforts déployés par l'ensemble des acteurs, qui ont abouti à des résultats sans précédent en 2024, indiquant que les surfaces forestières touchées par les feux ont diminué de 91 %, passant à 3.490 hectares, contre une moyenne annuelle de 40.000 hectares au cours des dix dernières années. Cherfa a souligné que les résultats obtenus en 2024 avaient démontré que la lutte contre les feux et la protection des forêts ne relèvent pas de la responsabilité seule du secteur agricole, mais il s'agit plutôt d'une « action participative visant à protéger la richesse forestière et les biens des citoyens ». Par ailleurs, le ministre a annoncé que « l'ouverture de la saison de prévention et de lutte contre les feux de forêts aura lieu le 1er mai prochain afin de mieux contrôler les opérations de lutte contre les incendies ». Il a appelé, dans ce sens, au renforcement des mesures et dispositions préparatoires pour l'année 2025 avec la relance d'une approche proactive et l'adoption d'une vision prospective, en se focalisant sur l'action participative pour réduire les dégâts, et ce de par le renforcement des moyens modernes de surveillance et d'alerte, notamment les techniques innovées par les start-up tout en intensifiant les campagnes de sensibilisation de la population vivant à proximité des espaces forestiers et les agriculteurs aux risques d'incendies.

Ania N.

Ania N.

PASSEPORTS ET VISAS L'Ambassade d'Indonésie en Algérie suspend temporairement ses services

L'Ambassade d'Indonésie en Algérie a annoncé hier, « la suspension temporaire » des services de délivrance de passeports et de visas indonésiens en raison, selon le communiqué de la représentation diplomatique, « de problèmes techniques » est-il précisé.

« En raison de problèmes techniques, l'Ambassade d'Indonésie en Algérie est temporairement dans l'incapacité de fournir les services de délivrance de passeports et de visas indonésiens », a indiqué l'Ambassade dans un communiqué. « Nous nous excusons pour la gêne occasionnée et vous remercions de votre compréhension », peut-on lire dans le même communiqué.

S. O.

PASSAGE AU TRAVAIL EN CONTINU 24/24 DANS LES PORTS

Mise en œuvre de l'instruction du Président avant fin février

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le P-DG du groupe Serport, Mohamed Karim Eddine Harkati, a fait état de la mise œuvre de plusieurs mesures pour assurer la transition des infrastructures portuaires vers un système de travail en continu (24/24h) d'ici la fin du mois, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Harkati a souligné que cette transition s'accompagnera d'une série d'actions visant à améliorer la performance des ports et à réduire les délais de traitement des navires. Parmi ces actions figurent l'acquisition de nouveaux scanners pour les services des Douanes, le renforcement des effectifs des entreprises portuaires et l'amélioration de la coordination entre les différents acteurs du secteur, notamment les Douanes et les services du commerce. Le président de la République avait ordonné début février, lors d'un Conseil des ministres, la généralisation du travail en continu dans les ports à activité économique, notamment ceux de Djendjen, Alger, Béjaïa, Annaba, Oran et Mostaganem. Dans cette perspective, Serport prévoit plusieurs initiatives, dont une meilleure planification de l'arrivée des navires et l'introduction de nouveaux équipements en 2025, destinés à optimiser le traitement des marchandises et à réduire le temps de séjour des navires à quai, affirme le responsable.

Ania N.

DÉPLACEMENT FORCÉ DES PALESTINIENS DE LEUR TERRE

Le Parlement panafricain condamne tout plan américano-sioniste

Le Parlement panafricain (PAP) a condamné, lors de l'ouverture de la session de ses commissions permanentes, au titre de la 6^e législature, tout plan de déplacement forcé des Palestiniens de leur terre et a adopté une décision en solidarité avec la République d'Afrique du Sud rejetant les tentatives de pression et les menaces de sanctions à son encontre, a indiqué, hier, un communiqué du Conseil de la nation.

Le président du PAP, M. Chief Fortune Charumbira a affirmé dans son allocution à l'ouverture de cette session, lundi au siège du PAP à Midrand (Afrique du Sud), que "les réunions de l'instance continentale pour cette année, se tiennent sous le thème Union africaine (UA) de l'année 2025: La justice pour les Africains et



les personnes d'ascendance africaine par les réparations". Ce thème "se veut un rappel et une invitation à œuvrer ensemble pour la reconnaissance de la profonde injustice subie par les Africains et leurs descendants, à cause de l'esclavage, de la colonisation et de l'exploitation économique, ainsi que de toutes les inégalités structurelles qui subsistent jusqu'à ce jour", a-t-il souligné. À cette occasion, les parlementaires africains pré-

sents ont adopté "une décision qui condamne vigoureusement tous les plans de déplacement, volontaire ou forcé, des Palestiniens de leur terre, estimant que l'attachement du peuple palestinien à sa terre fait partie de son identité, de même qu'il dispose de son droit inaliénable à établir son État indépendant sur les frontières du 4 juin 1967, avec El-Qods-est comme capitale". Lors de la même séance, "les parlementaires africains ont

adopté une décision portant sur le rejet total de toute tentative de pression et de toute menace de sanctions à l'encontre de la République d'Afrique du Sud qui a dénoncé, devant la Cour internationale de justice (CIJ), le génocide contre un peuple sans défense commis par un occupant inique qui se livre aux crimes les plus ignobles, en violation totale du droit international humanitaire".

R. I.

UN MOIS DE SIÈGE ET DE DESTRUCTIONS À TOULKAREM L'armée sioniste poursuit son génocide en Cisjordanie occupée

L'occupation sioniste poursuit son assaut sanglant contre la ville de Toulkarem et son camp de réfugiés pour le 30^e jour consécutif, imposant un blocus étouffant qui a conduit à la destruction massive des infrastructures et au déplacement forcé de milliers de Palestiniens.

Selon Faisal Salama, président de la commission populaire des services du camp, l'armée d'occupation continue de mener une campagne de terreur contre les habitants, forçant plus de 12 000 d'entre eux à quitter leur foyer sous la menace des armes. « Les forces de l'occupation sèment le chaos dans les maisons, les rues et les installations du camp, transformant la vie des résidents en un cauchemar permanent », a-t-il déclaré mardi dans un communiqué de presse. L'assaut militaire a entraîné la destruction totale de plus de 40 bâtiments résidentiels, soit une centaine d'appartements, l'incendie de 10 maisons et la destruction de près de 300 commerces. Des centaines d'autres habitations ont été endommagées, leurs biens pillés ou saccagés par les soldats sionistes. Les infrastructures vitales, notamment les réseaux d'électricité, d'eau et de télécommunications, ont été réduites en ruines, paralysant totalement le camp.

En plus des destructions, l'armée d'occupation a également ciblé le système éducatif et sanitaire du camp. Environ 2 000 élèves des écoles de l'UNRWA sont privés d'éducation depuis plus d'un mois, tandis que les services médicaux sont totalement à l'arrêt, privant les habitants des soins les plus élémentaires. Parallèlement, dans le camp de Nour Shams, voisin de Toulkarem, l'offensive militaire atteint son 17^e jour, avec une intensification des frappes et des opérations d'arrestations massives.

En Cisjordanie occupée, l'armée sioniste mène également une attaque féroce contre la ville de Jénine et son camp depuis 36 jours, où au moins 27 Palestiniens ont été assassinés, tandis que les arrestations et les destructions se poursuivent sans relâche. Les opérations militaires israéliennes, appuyées par un siège total, ont transformé Toulkarem et Jénine en zones sinistrées, rappelant les pires épisodes de l'occupation. Les autorités palestiniennes dénoncent une politique systématique visant à écraser la résistance palestinienne et à déplacer de force la population, dans le cadre d'un plan visant à annexer définitivement la Cisjordanie occupée. Face à ces crimes de guerre répétés, la communauté internationale se contente de déclarations d'inquiétude, tandis que les Palestiniens endurent un nettoyage ethnique à huis clos.

M. S.

CONSACRÉ À GHAZA

Le retrait d'un documentaire par la BBC suscite une vive polémique

La BBC fait face à de nombreuses critiques après avoir retiré de sa plateforme en ligne le documentaire Ghaza : comment survivre au cœur de la guerre, un film mettant en lumière la souffrance des habitants de Ghaza, notamment à travers les yeux des enfants.

Cette décision, prise sous la pression de médias britanniques pro-israéliens, soulève des interrogations sur l'indépendance éditoriale du groupe audiovisuel public britannique. Dès sa diffusion, le documentaire a été la cible d'attaques virulentes de la part de plusieurs journaux britanniques conservateurs. The Daily Telegraph a accusé la BBC d'un « parti pris flagrant contre Israël », allant jusqu'à qualifier la chaîne de « honteuse et malveillante ». De son côté, The Daily Mail a avancé que la production du documentaire aurait coûté 400 000 livres sterling, suggérant un gaspillage des ressources publiques pour un film prétendument biaisé. La principale controverse soulevée concerne le narrateur du documentaire, un adolescent palestinien de 13 ans, Abdullah, présenté comme le fils d'Ayman Al-Yazouri, vice-ministre de l'Agriculture dans l'administration de Ghaza. Cet élément a été utilisé pour discréditer le film et remettre en question son objectivité, bien que la BBC ait reconnu l'information et tenté d'adapter le contenu en conséquence avant de finalement retirer le film de sa plateforme. Pour Chris Doyle, président du Council for Arab-British Understanding (Caabu), cette décision témoigne de la difficulté de la BBC à résister aux pressions israéliennes. Dans un article publié par Middle East Eye, il rappelle que la chaîne britannique avait pourtant maintenu son cap en 2003 en diffusant un documentaire explosif sur le programme nucléaire israé-

lien intitulé Les armes secrètes d'Israël, malgré la colère des autorités israéliennes et leur décision de boycotter la BBC. Vingt ans plus tard, la situation semble bien différente. Doyle déplore une BBC « affaiblie », qui a perdu confiance en elle face aux pressions, notamment de la part du gouvernement britannique. La ministre de la Culture, Lisa Nandy, a en effet annoncé qu'elle discuterait du documentaire avec la direction de la BBC, une ingérence politique qui soulève des inquiétudes quant à l'indépendance éditoriale de la chaîne publique. Ironiquement, Ghaza : comment survivre au cœur de la guerre a été largement salué par la presse généraliste.

The Guardian lui a attribué cinq étoiles, tandis que The Times l'a qualifié d'« exceptionnel ». Même The Telegraph, qui a critiqué la BBC, lui a accordé une note de quatre étoiles, reconnaissant sa qualité cinématographique. Le documentaire, fruit d'un travail de neuf mois, s'attachait à montrer la vie quotidienne sous les bombardements israéliens à travers le regard d'enfants palestiniens. Certains témoignages pointaient d'ailleurs du doigt la responsabilité de Hamas dans la situation actuelle, avec des critiques exprimées par des habitants eux-mêmes. Pour Doyle, la polémique autour de ce documentaire traduit une tendance plus large : celle d'une volonté de censurer toute tentative de donner une voix aux Palestiniens et d'humaniser leur souffrance. Il souligne l'hypocrisie des critiques qui ont attaqué le film, estimant qu'elles ne se soucient guère des droits des Palestiniens et qu'elles sont souvent les mêmes à minimiser les massacres israéliens à Ghaza. Alors qu'Israël est accusé de crimes de guerre dans l'enclave assiégée, avec la mort de plus de 170 journalistes et

travailleurs des médias depuis octobre 2023, la décision de la BBC de retirer ce documentaire apparaît comme un signal inquiétant pour la liberté d'informer. La chaîne saura-t-elle retrouver son indépendance éditoriale ou continuera-t-elle à plier sous la pression de ses détracteurs ?

170 000 TONNES DE DÉCHETS S'AMONCELLENT DANS LA VILLE DE GHAZA

La ville de Ghaza est confrontée à une catastrophe sanitaire et environnementale alarmante, avec l'accumulation de près de 170.000 tonnes de déchets dans ses rues et ses décharges temporaires, alerte la municipalité. Dans un communiqué publié lundi, les autorités locales ont dénoncé l'impossibilité pour leurs équipes d'accéder à la principale décharge située à l'est de la ville, en raison des restrictions imposées par l'occupation. De plus, environ 80 % des équipements municipaux destinés à la gestion des déchets ont été détruits, aggravant encore la situation.

Face à cette crise, la municipalité avait lancé, le 16 février dernier, un plan d'urgence visant à évacuer les montagnes de déchets qui envahissent rues, quartiers et abris. Ce programme repose sur l'utilisation des moyens disponibles et la mobilisation d'équipes spécialisées, avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement, du Comité international de la Croix-Rouge et du secteur privé. Toutefois, les autorités locales ont souligné que la mise en œuvre de ce plan nécessiterait entre trois et quatre semaines, à condition de disposer des équipements adéquats, notamment des engins lourds indispensables pour mener à bien cette opération.

M. Seghilani

CRIMES DE GUERRE DE L'ENTITÉ SIONISTE EN CISJORDANIE OCCUPÉE

L'UE dit « ne pas pouvoir cacher son inquiétude »

Alors que l'occupant sioniste poursuit ses crimes en Cisjordanie occupée, répétant les horreurs perpétrées à Ghaza, l'Union européenne (UE) a exprimé une « inquiétude » minimaliste face à cette escalade.

Lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion du Conseil d'association UE-entité sioniste, la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, s'est contentée de déclarer : "Nous suivons de près l'évolution de la situation et ne pouvons cacher notre inquiétude concernant la Cisjordanie". Une déclaration qui rappelle celle qu'elle avait faite aux premières semaines de l'agression génocidaire sioniste contre Ghaza, lorsqu'elle avait simplement exprimé une "inquiétude" face aux massacres en cours. Pendant ce temps, la bande de Ghaza continue de subir des crimes contre l'humanité depuis plus de quinze mois. L'UE, tout en répétant son soutien à une solution à deux États, a évoqué son intention de soutenir la reconstruction de Ghaza "le moment venu" et "en collaboration avec les acteurs régionaux". Toutefois, la trêve qui a suspendu les bombardements sionistes depuis le 19 janvier reste fragile, alors que l'occupation continue



PH: DR

ses agressions en Cisjordanie, notamment dans les gouvernorats du nord, où des milliers de Palestiniens sont déplacés de force et leurs habitations détruites. Face à cette situation alarmante, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu mardi une réunion mensuelle d'information et des consultations à huis clos sur la situation en Palestine. Selon des sources diplomatiques, les discussions ont porté sur la nécessité de faire respecter les accords de cessez-le-feu et de garantir le retour des Palestiniens déplacés. Le Conseil s'est également penché sur l'agression contre Jénine,

qui a fait 51 martyrs, dont sept enfants, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Cette offensive sioniste, la plus longue en Cisjordanie depuis les années 2000, a entraîné la destruction de plusieurs infrastructures vitales et le déplacement forcé de 40 000 Palestiniens. Le 18 février, le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, avait dénoncé une nouvelle violation par l'occupant sioniste, qui a pris d'assaut un centre de formation de l'agence onusienne à El Qods-Est et ordonné la fermeture de trois écoles. Lors de la réunion

de mardi, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur inquiétude face à ces violations et appelé l'entité sioniste à respecter ses obligations légales en matière de protection des locaux de l'ONU. Par ailleurs, plusieurs intervenants ont souligné l'importance d'établir un cadre de gouvernance durable pour les territoires palestiniens occupés afin de garantir une solution à long terme, tout en dénonçant la politique d'expansion coloniale et les violations systématiques du droit international par l'occupant sioniste.

M. Seghilani

ARMÉE SAHRAOUIE Bombardement d'un siège du commandement de l'armée d'occupation marocaine à Guelta

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS), ont mené des bombardements "intenses" ayant ciblé un siège du commandement relevant de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur de Guelta, causant de "lourdes pertes humaines et matérielles", a indiqué hier un communiqué militaire de la Direction centrale du Commissariat politique de l'Armée sahraouie. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), des détachements avancés de l'APLS ont mené, lundi, des bombardements intenses ayant ciblé un siège du régiment de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur de Guelta. Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les positions des forces d'occupation marocaine qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte (mur du sable), conclut le communiqué.

R. I.

SITUATION EN PALESTINE Le Conseil de sécurité tient une réunion

Le Conseil de sécurité a tenu, hier, une réunion mensuelle d'information et des consultations à huis clos sur la situation en Palestine. La Coordinatrice spéciale pour le processus de paix au Moyen-Orient par intérim, Sigrid Kaag, fera un exposé lors de cette réunion pendant laquelle les membres du Conseil de sécurité devraient notamment souligner l'importance de la mise en œuvre complète et effective de l'accord de cessez-le-feu à Ghaza. La situation en Cisjordanie où les forces d'occupation sionistes ont pris d'assaut la ville de Jénine faisant 51 martyrs, dont sept enfants, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), devrait également être évoquée. Lors de son agression contre Jénine, les forces d'occupation ont détruit des bâtiments résidentiels et des infrastructures essentielles, notamment des systèmes d'eau et d'assainissement, provoquant le déplacement de 40.000 Palestiniens dans ce qui est devenu la plus longue opération militaire sioniste en Cisjordanie depuis le début des années 2000. Au cours de consultations à huis clos tenues le 4 février, Sigrid Kaag avait informé les membres du Conseil de sécurité de la situation en Cisjordanie et exprimé son inquiétude quant au fait que les tactiques militaires de l'entité sioniste dans cette région ressemblaient de plus en plus à celles qu'il a utilisées dans son agression génocidaire contre la bande de Ghaza. Durant la réunion de ce mardi, elle devrait informer les membres du Conseil de la situation de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Le 18 février, le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, avait déclaré que les forces d'occupation sionistes étaient entrées de force dans un centre de formation de l'UNRWA à El Qods-Est et avaient ordonné son évacuation ainsi que la fermeture de trois écoles de l'agence onusienne dans la ville. Les membres du Conseil de sécurité exprimeraient à l'occasion de la réunion de mardi leur inquiétude face à toute violation des locaux de l'ONU et appelleraient l'entité sioniste à respecter ses obligations légales concernant les privilèges et immunités de l'ONU. De manière plus générale, plusieurs intervenants devraient souligner l'importance d'identifier un modèle de gouvernance à long terme pour les territoires palestiniens occupés qui soutienne la viabilité d'une solution à deux États.

R. I.

SYRIE

Manifestation à Soueïda contre l'occupation sioniste et les déclarations de Netanyahu

Des centaines de Syriens ont manifesté ce hier dans le centre de Deraa, au sud du pays, pour rejeter les déclarations du Premier ministre de l'occupation, Benjamin Netanyahu, concernant un éventuel « désarmement » au sud de Damas. La manifestation s'est déroulée sous la surveillance de drones de reconnaissance sionistes qui ont été aperçus survolant la région. Dans le même temps, une autre grande manifestation a eu lieu sur la place de la Dignité à Soueïda, où des représentants syndicaux, professionnels et des habitants ont dénoncé les propos de Netanyahu et réaffirmé leur opposition à toute ingérence étrangère dans les affaires syriennes. Selon l'agence SANA, les manifestants ont rejeté tout projet de division ou de

fragmentation du pays, appelant les forces locales et nationales à faire barrage aux ambitions sionistes dans la région. Ils ont également insisté sur le fait que les habitants du Djebel el-Arab sont des citoyens syriens enracinés sur leur terre, faisant partie intégrante du tissu national, et qu'ils ne sont pas une minorité nécessitant une protection extérieure. Leur seule revendication demeure un État de droit garantissant la souveraineté, la terre et le peuple syrien. Les protestataires ont réaffirmé l'importance d'étendre l'autorité de l'État syrien sur l'ensemble du territoire et ont appelé à des actions juridiques contre les déclarations hostiles de l'occupation sioniste, les qualifiant de violations flagrantes du droit international, de la Charte des Nations unies

et de l'accord sur le désengagement militaire. Ces manifestations s'inscrivent dans un mouvement de contestation plus large à Deraa, Qouneitra et Soueïda, où des militants avaient appelé à des rassemblements pour rejeter les déclarations de Netanyahu sur le sud syrien. Dimanche dernier, Netanyahu avait affirmé : « Nous n'autoriserons pas les forces de Hayat Tahrir al-Cham, qui ont renversé Bachar al-Assad, ni la nouvelle armée syrienne à entrer dans la région au sud de Damas. » Il a également déclaré : « Nous exigeons un désarmement total du sud syrien dans les provinces de Qouneitra, Deraa et Soueïda, et nous ne tolérerons aucune menace contre la communauté druze dans cette région. »

M. S.

TORTURE, PRIVATION ET VIOLENCES

La détresse des détenus palestiniens

Le Club des Prisonniers palestiniens a une nouvelle fois exhorté la justice internationale à prendre des mesures concrètes pour protéger les détenus palestiniens victimes de crimes systématiques dans les prisons de l'occupation sioniste. Dans un communiqué publié lundi, l'organisation a dénoncé une intensification alarmante des actes de répression, notamment dans la prison tristement célèbre d'"Ofra". Selon le Club, une opération brutale y a été menée dans la

soirée du 16 février, au cours de laquelle des dizaines de détenus ont été blessés après l'irruption violente des forces de répression carcérale. D'après des témoignages recueillis par les avocats du Club des Prisonniers, ces forces ont envahi plusieurs sections de la prison en utilisant des chiens d'attaque et des canons sonores, avant d'agresser physiquement les détenus. L'organisation a également révélé que l'administration pénitentiaire emploie le froid comme une méthode de torture,

en refusant aux prisonniers l'accès à des vêtements chauds et à des couvertures adéquates. Cette privation s'ajoute à une série de pratiques répressives systématiques, assimilables à des actes de torture. Le Club des Prisonniers a mis en lumière un autre aspect des abus commis : la négligence médicale intentionnelle. Selon l'organisation, les autorités pénitentiaires utilisent les blessures des détenus comme des outils de torture, en leur refusant des soins appropriés et en les laissant souffrir. Face à ces

violations graves, le Club appelle la communauté internationale et les instances judiciaires à tenir les dirigeants de l'occupation sioniste pour responsables de ces crimes de guerre et à imposer des sanctions visant à isoler Israël sur la scène internationale. L'organisation insiste sur l'urgence de rétablir le rôle fondamental du droit international, afin de protéger les prisonniers palestiniens et mettre un terme aux politiques répressives de l'occupation.

M. S.

TIZI-OUZOU. DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE OLÉICOLE

La nécessité du travail collectif soulignée lors d'une rencontre

La nécessité du travail collectif et de l'organisation de la chaîne de valeur oléicole pour développer la filière a été soulignée, lundi à Tizi-Ouzou par les participants à une rencontre sur la promotion de l'oléiculture.



Lors de cette rencontre, organisée dans le cadre de la fête de l'olivier abritée par la maison de la culture Mouloud Mammeri depuis samedi dernier, l'expert oléicole M. Mahmoud Mendil qui a animé une conférence sur la chaîne de valeur dans la filière oléicole a appelé à la mise en place d'un réseau oléicole qui intégrera l'ensemble des concernés en allant du producteur jusqu'au consommateur. Ce réseau, au sein

duquel les différents intervenants dont les oléiculteurs, les oléifacteurs, les institutions et organismes publics et le consommateur auront à travailler collectivement, permettra d'apporter des solutions aux contraintes que vit actuellement la filière, tel que le prix "élevé" du litre d'huile qui a atteint cette année les 1.300 DA, l'amélioration du

rendement, de la qualité de l'huile et l'exportation. "La filière oléicole sera dans l'obligation de s'organiser, car c'est la désorganisation de la chaîne de valeur, où les valeurs matérielles ont primé sur les valeurs morales, qui aujourd'hui se répercute sur la filière et est à l'origine des surcoûts", a-t-il dit. Pour sa part le président du Conseil

national interprofessionnel de la filière oléicole (CNIF-Oléicole), M'hamed Belasla, a noté que "les acteurs de cette filière travaillent malheureusement en individuel", ce qui rend difficile de s'organiser, estimant que l'informel a fait grimper le prix de l'huile d'olive. Il a exhorté les oléifacteurs à s'organiser, à s'associer et à discuter pour le développement de cette filière en créant, par exemple, des coopératives ou des groupes d'intérêt. Relevant que l'Algérie dispose de potentialités importantes, des moyens nécessaires, du savoir-faire et d'une huile d'olive de qualité, pour développer la filière et investir le marché international, appelant les professionnels à s'organiser afin d'avancer pour développer l'activité. Dans ce sillage, M. Mendil, a souligné que l'Algérie a énormément de moyens de conquérir le marché international que ce soit pour l'huile d'olive ou d'autres produits agricoles.

JIJEL. EPH MOHAMED SEDDIK BENYAHIA

40 opérations au profit de personnes atteintes de défiguration

Quarante (40) opérations chirurgicales délicates ont été programmées à l'Établissement public hospitalier Mohamed Seddik Benyahia de Jijel au profit de personnes atteintes de défiguration due à des brûlures et au cancer de la peau, a indiqué lundi le Pr. Abchiche Mohamed Ouramadan. Dans une déclaration à l'APS, en marge du lancement de ces interventions, Pr. Abchiche, chef du service de la chirurgie réparatrice à l'hôpital des grands brûlés Saïd Chibane de Zéralda (Alger) qui supervise ces opérations, a précisé qu'à

partir de ce jour et durant quatre jours, 40 opérations bénévoles seront effectuées au profit de patients de la wilaya de Jijel atteints de défigurations dues à des brûlures et au cancer de la peau. Ces interventions sont délicates et compliquées et exigent de hautes compétences, notamment dans le cas d'enfants, a-t-il ajouté en précisant qu'il a été coordonné avec l'administration de l'hôpital de Jijel pour réaliser localement ces interventions et éviter le déplacement des patients vers l'hôpital de Zéralda et les longs délais d'attente.

En marge de ces journées chirurgicales bénévoles, les patients bénéficieront de l'accompagnement médical et les staffs médicaux de l'hôpital de Jijel, notamment du service des urgences, recevront une formation à la prise en charge des victimes brûlées, selon la même source. Les interventions programmées concernent, notamment les séquelles de brûlures, les tumeurs bénignes et malignes, les tissus mous, les plaies enflées et les tissus nécrosés, a-t-on indiqué.

BLIDA. ENVIRONNEMENT

De nouveaux équipements pour "Mitidja Nadhafa" et "Mitidja Inara"

De nouveaux équipements destinés à améliorer la collecte et le transport des déchets et à assurer l'éclairage public ont été distribués, lundi, aux établissements publics "Mitidja Nadhafa" et "Mitidja Inara". Il s'agit de la distribution, par le wali Brahim Ouchen, de 10 tracteurs équipés de remorques au profit de l'établissement public "Mitidja Nadhafa", outre deux camions nacelles, un véhicule de transport et un autre de

levage de matériels au profit de l'établissement "Mitidja Inara". Cette opération, 4e du genre, "s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts de la wilaya pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens, notamment concernant la collecte des déchets ménagers et l'éclairage public", a indiqué le wali à l'occasion. Il a aussi souligné la contribution attendue de cette opération, qui intervient à quelques jours du Ramadhan, dans la prise en charge de la

hausse des quantités des déchets durant ce mois, par l'établissement "Mitidja Nadhafa", d'autant plus que ces tracteurs sont fortement adaptés aux quartiers de la ville de Blida connus pour leurs petites ruelles et venelles. Ces nouveaux équipements seront affectés aux communes accusant un manque en matériel d'enlèvement des déchets, notamment celles englobant des "haouchs" situés dans des zones recu-

lées, a-t-il précisé. Les équipements affectés à "Mitidja Inara" sont destinés à améliorer l'éclairage public au niveau des zones accusant un manque en la matière, a ajouté le wali. Il a assuré la poursuite de la distribution, dans les prochains jours, d'un autre lot de matériels au profit de ces deux établissements publics, dans le cadre du programme d'acquisition de 40 nouveaux camions de collecte des déchets.

TIPASA. AFFAIRES RELIGIEUSES

Ouverture de la mosquée-pôle à l'occasion du mois de Ramadhan

La mosquée-pôle de Tipasa, une des plus grandes mosquées d'Algérie, ouvrira ses portes aux fidèles à l'occasion du mois de Ramadhan après l'achèvement des travaux de sa réalisation, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. La mosquée fait actuellement l'objet de dernières retouches précédant sa mise en service. Il s'agit, notamment, de la pose des tapis de prière, de la mise en place de l'éclairage et de l'équipement de la salle des ablutions, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. L'annonce de l'ouverture prochaine de la mosquée-pôle a été faite à l'issue d'une visite d'inspection du chantier par le wali, Ali Moulay, où il s'est enquis des derniers travaux en cours avant sa mise en service dans le cadre des différents préparatifs pour le mois de Ramadhan, selon la même source. Le projet de la mosquée-pôle, dont le maître d'ouvrage est la direction des équipements publics, a été concrétisé dans le cadre d'un programme gouvernemental portant sur la réalisation de 10 édifices religieux similaires à travers le pays. La mosquée a été construite à l'ouest de la ville de Tipasa, sur un site surplombant la mer et à proximité d'une place publique très fréquentée par un grand nombre de citoyens et de touristes. Elle est aussi mitoyenne au Centre culturel islamique et à une école coranique.

SAÏDA. GENDARMERIE NATIONALE

Lancement d'une campagne de sensibilisation pour le recrutement

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Saida a lancé, lundi, une campagne de sensibilisation visant à expliquer les conditions de recrutement pour rejoindre ce corps de sécurité, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de ce groupement territorial. Cette initiative représente une opportunité pour les jeunes de connaître, à travers des explications, des présentations et des brochures, les modalités et conditions pour intégrer les rangs de la Gendarmerie nationale, ainsi que les perspectives que ce corps de sécurité offre pour servir la nation, a souligné la même source. Au cours de cette campagne, des dépliants ont été distribués, comportant les informations sur les conditions et le dossier de recrutement au poste d'élève sous-officier contractuel de la Gendarmerie nationale. La campagne de sensibilisation a ciblé lundi les élèves du lycée "Berraha Mohamed" et les stagiaires du Centre de formation et d'enseignement professionnels "Brezini Cheikh" de Saida, auxquels des explications ont été données sur les conditions de recrutement au sein de la Gendarmerie nationale, selon la même source, qui a indiqué qu'elle se poursuivra et inclura également les jeunes fréquentant les maisons de jeunes, les clubs sportifs et divers autres espaces.

ORAN. UNIVERSITÉ "MOHAMED BENAHMED"

Renouvellement d'un accord de coopération avec l'Université de Tifariti

Un accord de coopération entre l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" et l'Université de Tifariti de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a été renouvelé lundi à Oran.

L'accord vise à renforcer l'échange académique et scientifique entre les deux établissements d'enseignement supérieur, indique un communiqué de l'Université d'Oran 2. Le renouvellement a eu lieu lors d'une réception présidée par le recteur de l'Université d'Oran 2, Ahmed Chaâlal, en présence d'une délégation scientifique sahraouie de l'Université de Tifariti, conduite par Moulay Amhamed Ibrahim, recteur de l'Université sahraouie de Tifariti, et qui comprenait Khatri Ahmoudi, attaché culturel à l'ambassade sahraouie en Algérie, Hamdi Eddine, représentant du département de recherche scientifique et des études, et ce, en présence de Amani Ismaïl, vice-recteur de l'Université d'Oran 2 chargé des relations extérieures, ainsi que des doyens des facultés, des chefs de départements et d'un groupe de professeurs et d'étudiants de la RASD. L'accord de coopération renouvelé vise à promouvoir l'échange académique et scientifique à travers la formation des enseignants de l'Université de Tifariti au niveau de l'Université d'Oran 2, et la participation d'enseignants d'Oran 2 à des conférences et des séminaires au profit des étudiants sahraouis, a-t-on ajouté de même source. En vertu de cet accord, les étudiants sahraouis titulaires d'une licence pourront poursuivre leurs études pour obtenir un master et un doctorat à l'Université d'Oran 2, bénéficier de courtes visites scientifiques pour renforcer les activités communes de recherche et



favoriser la coopération dans les domaines de l'édition, de la traduction, de la publication scientifique, en plus de l'accès aux bibliothèques, centres de documentation et laboratoires de recherche. Selon la même source, des conférences, des séminaires, des ateliers techniques et des expositions d'intérêt commun seront égale-

ment organisés, ainsi qu'un événement scientifique annuel rassemblant les étudiants sahraouis. A noter que l'Université d'Oran 2 accueille actuellement 16 étudiants sahraouis inscrits dans plusieurs spécialités, notamment en Droit et sciences politiques, Langues étrangères, Sciences économiques, commerciales

et de gestion. L'accord reflète l'engagement de l'université algérienne à soutenir les étudiants sahraouis et à renforcer la coopération académique avec l'Université de Tifariti, contribuant ainsi au développement de la recherche scientifique et à l'échange d'expériences dans divers domaines, a conclu la même source.

EHU "1ER NOVEMBRE 1954"

Un atelier de formation sur une nouvelle technique de chirurgie vasculaire "Rotarex"

Le service de chirurgie vasculaire de l'Etablissement hospitalo-universitaire "1er Novembre 1954" d'Oran a organisé, dimanche, un atelier de formation spécialisé sur une nouvelle technique de chirurgie vasculaire, "Rotarex", qui sera adoptée pour la première fois en Algérie. Le professeur Leïla Ahlem Bouziane, cheffe du même service, a indiqué que la technique "Rotarex" représente une révolution dans le domaine de la chirurgie vasculaire, faisant savoir que son service acquerra l'appareil dans environ un mois et demi "Cette technique repose sur la fragmentation et l'aspiration des caillots sanguins, par une approche mini-invasive, ce qui en fait une alternative intéressante aux chirurgies traditionnelles, plus complexes", a-t-elle souligné, ajoutant que cette technique ne nécessite pas d'anesthésie générale, ce qui permet de réduire la durée de l'intervention, d'accélérer la récupération des patients et de raccourcir la période de convalescence. Elle a ajouté que cette technologie est utilisée pour traiter les obstructions arté-

rielles, en particulier celles de l'artère fémorale et du syndrome du piège poplité, notant que ces pathologies sont en augmentation, notamment chez les fumeurs et les patients souffrant de maladies chroniques, notamment les maladies cardiaques et le diabète. La même responsable a souligné que son service réalise actuellement entre 4 et 5 interventions par semaine pour les patients souffrant d'obstruction artérielle. Grâce à cette nouvelle technique, il sera possible d'effectuer jusqu'à 4 interventions par jour, chaque opération ne durant que 30 à 60 minutes, contre plus de 4 heures pour une chirurgie traditionnelle nécessitant une hospitalisation prolongée. Selon la professeure Bouziane, l'utilisation de cette technique ne se limitera pas au service de chirurgie vasculaire, mais pourra être étendue aux services de cardiologie et d'imagerie médicale, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour le développement des services médicaux et l'amélioration de la qualité des soins prodigués aux patients.

DJANET. DÉLÉGATION DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Plus de 95% des requêtes prises en charge en 2024

Quatre-vingt-dix-sept pourcent (97%) des requêtes et doléances formulées par les citoyens de la wilaya de Djanet en 2024 ont été prises en charge par la délégation locale du Médiateur de la République, ont indiqué lundi les responsables de cette instance. Intervenant en marge des "Portes ouvertes" sur la délégation locale du Médiateur de la République, initiées dans le cadre de la célébration du 5ème anniversaire de la fondation de cette instance, le délégué local, Brahim Mermouri, a affirmé que "97% des requêtes et des doléances des citoyens, afférentes à la régularisation des situations financières, des questions de commerce, administratives, et d'emploi, de santé et de l'investissement touristique, ont été traitées". Le bilan d'activités de cette instance pour

l'année écoulée fait état de la réception, par la délégation, de pas moins de 115 citoyens, dont ceux issus des zones enclavées de la wilaya. Outre la numérisation du registre, M. Mermouri a fait part de la mise des registres des doléances à la disposition des citoyens au niveau de toutes les institutions, en vue de leur permettre de formuler leurs préoccupations et la présentation d'un rapport mensuel des requêtes au wali, un processus ayant permis une meilleure prise en charge des doléances des citoyens. Soulignant que cette action de prise en charge a permis, entre-autres impacts, l'amélioration du service public et l'instauration de la confiance entre l'administration et l'administré, le même responsable a révélé l'ouverture de 109 registres au niveau des différentes insti-

tutions publiques. Et d'ajouter que les actions de prise en charge et les mécanismes de coopération avec les institutions publiques ont permis à cette instance de la Médiation de gagner la confiance du citoyen. La manifestation "Portes ouvertes" sur la délégation du Médiateur de la République, qui s'est étalée sur cinq jours, a permis au public de prendre connaissance, à travers des vidéos, affiches et dépliants, des missions dévolues à cette instance, des modalités de traitement des doléances, des voies d'intervention, et du portail électronique mis à la disposition du citoyen pour déposer et suivre leurs requêtes, ainsi que l'ouverture de registres de doléances au niveau des institutions publiques.

EL-OUED. SANTÉ

Entrée en service du nouvel EHS Mère-Enfant

Le nouvel Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Mère-Enfant d'El-Oued est entré en service lundi, a-t-on appris des services de la wilaya. Retenue dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics de promotion de la qualité des prestations médicales, cette structure, d'une capacité de 140 lits, dont 80 lits pour les accouchements et 60 autres pour les nouveaux nés et les enfants âgés de 9 mois à 15 ans, est dotée des services médicaux nécessaires liés à la gynécologie-obstétrique, la pédiatrie infantile, les interventions chirurgicales, l'imagerie et le laboratoire d'analyses, en sus d'un centre de formation, a indiqué le wali d'El-Oued, Larbi Bahloul. Cet EHS vient combler le déficit accusé en ce type de structures médicales spécialisées au niveau de la wilaya, notamment après le transfert provisoire, en octobre 2020, des services de l'ancien EHS au niveau du centre anticancéreux régional, à la cité 19 mars à El-Oued. Un financement de plus de quatre (4) milliards DA (études, réalisation et suivi) avait été dégagé pour le projet, puisé du Fonds spécial de développement des régions du Sud, en plus d'une enveloppe de 1,5 milliard DA pour son équipement, selon la fiche technique du projet. L'EHS Mère-Enfant d'El-Oued offre diverses prestations assurées par un corps médical et paramédical composé de 360 personnes, dont des praticiens spécialistes (30), des généralistes (68), des sages femmes (42), des pharmaciens (8), des psychocliniciens (7), des agents médicaux en anesthésie-réanimation (21), en sus des paramédicaux (314). Pas moins de 20.667 hospitalisations ont été enregistrées l'an dernier, avec 4.439 interventions chirurgicales, dont 2.509 interventions pour enfants et 1.930 interventions au niveau du service de gynécologie-obstétrique, selon les données fournies par le secteur de la Santé.

TISSEMSILT. COLLECTIVITÉS

Abdelhamid Habbaz nouveau secrétaire général de la wilaya

Le wali de Tissemsilt, Bouzaid Fethi, a procédé, lundi, à l'installation de Abdelhamid Habbaz en tant que nouveau secrétaire général de la wilaya, en remplacement de Abdelkader Saâdi. Lors de cette cérémonie, qui s'est déroulée en présence des autorités locales civiles et militaires ainsi que des représentants de la société civile, le wali a souligné que "la nomination de M. Abdelhamid Habbaz au poste de Secrétaire général de la wilaya de Tissemsilt s'inscrit dans le cadre du récent mouvement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le corps des secrétaires généraux des wilayas". Le responsable a également rappelé que ce mouvement partiel a donné lieu à la mutation de Abdelkader Saâdi à la wilaya de Saïda pour occuper le même poste. A noter que le nouveau secrétaire général de la wilaya de Tissemsilt, Abdelhamid Habbaz, occupait auparavant le poste de chef de daïra de M'sila.

BÉCHAR. ASSOCIATION "OULFA"

Campagne de sensibilisation et d'information sur la maladie cœliaque

Une campagne de sensibilisation et d'information sur la maladie cœliaque a été lancée à Bechar par l'Association de wilaya "Oulfa" ciblant notamment les personnes atteintes de cette pathologie et visant à assurer la disponibilité des produits sans gluten sur le marché local, a-t-on appris lundi auprès des responsables de l'association.

À travers cette action de sensibilisation et d'information, l'Association cherche à apporter un soutien aux patients atteints de cette maladie et autres personnes sensibles au gluten, au nombre d'une centaine à travers la wilaya de Bechar, a indiqué sa présidente Malika Messaoudi. L'association procède, pour cela, en interagissant avec l'ensemble des parties concernées par la prise en charge de la pathologie, notamment le corps médical, les fournisseurs de produits alimentaires sans gluten et les différents secteurs concernés, a ajouté Mme Messaoudi, également nutritionniste à l'Etablissement public hospitalier Mère-Enfant Mohamed Boudiaf de Bechar, en marge de la manifestation semaine nationale de la prévention. Les actions de l'association, qui seront concrétisées en étroite coordination avec le secteur de la Santé, porteront sur des rencontres et autres réunions des patients et leurs familles, afin de développer entre elles l'échange d'informations et d'expériences sur la maladie cœliaque et le régime sans gluten, ainsi que de mieux informer le public sur la maladie en question, en vue d'une meilleure compréhension des problèmes qu'elle induit et de l'alimentation qu'elle nécessite, en plus de contribuer à la détection de la maladie, a-



t-elle expliqué. Ces actions seront animées par des gastro-entérologues, des pédiatres, des cardiologues, des médecins généralistes et des laborantins, pour une meilleure prise en charge de la maladie, a-t-elle ajouté. Il est projeté, par ailleurs, le lancement prochainement d'ateliers d'initiation à la préparation de produits alimentaires sans gluten (Pain, gâteaux, chocolat et produits cosmétiques pour patientes atteintes de cette maladie), a encore fait savoir Mme Messaoudi. Les démarches associatives ont pour but aussi de défendre les intérêts des malades auprès des fabricants et distributeurs de produits alimentaires spécifiques à cette catégorie de malades et des organismes d'assurances sociales, et surtout d'aider les patients nécessiteux pour une meilleure prise en charge de leur régime alimentaire sans gluten, a souligné la même source. La manifestation nationale de prévention,

placée sous le signe "Pour un Ramadhan sain et sûr, évitons les excès pour notre santé", et organisée au centre-ville de Bechar, avec la participation des différentes structures hospitalières de la wilaya, a permis de sensibiliser les citoyens sur l'importance de la prévention pour préserver leur santé, notamment durant le mois de Ramadhan. Elle a aussi pour objectif d'encourager les professionnels de la santé à promouvoir la prévention par la mise en œuvre des programmes nationaux de prévention, à travers leur évaluation et leur suivi, et d'impliquer tous les secteurs concernés dans la sensibilisation et le respect des mesures préventives médicales afin de préserver la santé du citoyen, selon le chef de service de prévention médicale de la direction de wilaya de la Santé et de la Population, Brahim Benabderrahmane.

INSTITUT NATIONAL SUPÉRIEUR DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Création d'un centre de développement de l'entrepreneuriat

Un centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) a été créé au niveau de l'Institut national supérieur de formation professionnelle Mebkhouiti Lahcen, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de Bechar. Ce centre, ouvert à l'occasion de la Session Février de la rentrée de la formation professionnelle, vise à dispenser une formation exhaustive aux diplômés du secteur, désireux de créer leurs propres start-ups, entreprises ou activités, sur tous les aspects de la gestion d'entreprise, de la planification stratégique à la gestion financière, en passant par le marketing et la commercialisation, a-t-on indiqué. Les formations appelées à être dispensées par ce centre et qui seront assurées par des formateurs et autres cadres du secteur, sont essentielles pour aider ces jeunes et futurs entrepreneurs et porteurs de projets à acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans leur entreprise, surmonter les défis et optimiser la stratégie de croissance de leurs projets, a-t-on encore expliqué. La création de ce centre vise essentiellement l'accroissement du taux d'intégration en termes d'insertion professionnelle des diplômés, mais aussi leur encouragement dans le domaine de l'entrepreneuriat. Le Centre en question fait partie de 29 structures similaires créées par le secteur à travers 28 wilayas du pays, a fait savoir la même source.

AÏN-DEFLA. MOIS DE RAMADHAN

L'EPH Mekkour Hamou organise une collecte de sang

Une campagne de collecte de sang durant le mois de Ramadhan a été programmée par l'établissement public hospitalier (EPH), Mekkour Hamou, de la ville d'Ain Defla, a-t-on appris lundi, auprès de cette structure de santé. La collecte de sang s'étalera durant tout le mois de Ramadhan à travers les communes qui sont couvertes par l'EPH Mekkour Hamou du chef-lieu de wilaya, a indiqué à l'APS, Bensebbai Mustapha, directeur de l'hôpital, soulignant que des médecins et des infirmiers ont été mobilisés pour réussir l'opération. M. Bensebbai a ajouté que la collecte, organisée en coordination avec la direction des affaires religieuses et des Wakfs, se déroulera au niveau d'une dizaine de mosquées dans les communes d'Arib, El Amra, Bourached, Djelida, Mekhatria et du chef-lieu de wilaya. Le programme de la collecte de sang a permis à l'établissement sanitaire de collecter 5.648 poches de sang en 2024, à

raison d'une quinzaine de poches de sang par jour, a souligné le directeur de l'EPH, notant qu'en janvier dernier, près de 450 poches de sang ont été collectées. Pour s'assurer de la bonne qualité du sang et préserver la santé des malades, le centre de transfusion sanguine (CTS) relevant de l'EPH Mekkour Hamou, a effectué durant

la même période, pas moins de 35.000 examens biologiques, a-t-il fait savoir. Le même responsable a indiqué à ce titre que les conditions de stockage du sang au niveau de l'hôpital sont "favorables" et le sang "bien exploité" et que l'établissement n'a enregistré aucune péremption de ce précieux produit.

BATNA. ZONES RECLUÉES

Divers équipements au profit des établissements de jeunesse

Des équipements pédagogiques, sportifs et de loisirs ont été remis à 14 établissements de jeunesse situés dans des zones reculées de la wilaya de Batna, au cours d'une cérémonie présidée par le wali Mohamed Benmalek, lundi au pôle culturel et sportif de la cité Kechida, à Batna. Le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS), Nabil Hadid, a souligné

que "c'est la première fois qu'une aussi importante opération de remise de matériels destinés à autant de structures de jeunes s'effectue en seule fois". Il a également indiqué que l'initiative, qui a "concerné, prioritairement, des structures de jeunesse de 10 daïras éloignées et difficiles d'accès, telles que les auberges de jeunes et les salles polyvalentes, se pour-

suivra par étapes pour inclure les 141 structures que compte la wilaya". Selon M. Hadid, cette opération est "destinée à promouvoir les activités de jeunesse, qu'elles soient sportives, culturelles ou récréatives", et à "permettre aux jeunes de ces régions de disposer des moyens nécessaires pour s'adonner à leurs activités favorites". En marge de la remise des

équipements aux structures concernées, effectuée en présence de cadres et de responsables de certaines communes, des "Portes ouvertes" ont été organisées au niveau de Maisons de jeunes "modèles", ainsi qu'une exposition de travaux exécutés par des jeunes, mettant en relief leurs talents en dessin, en informatique et en photographie.

NÂAMA. AMÉNAGEMENT ET AMÉLIORATION URBAINE DANS LES QUARTIERS DE LA VILLE DE MECHERIA

Une enveloppe de 600 millions DA allouée

La direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya de Naama a mis en œuvre un programme d'aménagement extérieur et d'amélioration urbaine dans plusieurs quartiers de la commune de Mecheria, doté d'un montant de 600 millions DA, a-t-on appris, lundi, auprès de la même direction.

Dans ce cadre, une somme de 300 millions DA a été consacrée à la première phase de travaux en cours, portant sur l'aménagement de la rue "Indépendance" sur plus de 7 kilomètres. Cela inclut le bitumage des routes, l'installation de l'éclairage public, la réalisation de trottoirs, la création de terrains de jeux, d'espaces verts et d'autres travaux d'amélioration urbaine, a souligné le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya, Belamiche Mebarek. D'autres opérations d'un montant de 300 millions DA sont prévues dans le cadre de la deuxième phase du programme, incluant l'aménagement du quartier "Belkham Ramdane", d'une place adjacente au CEM "Kamel Ramdane", de travaux d'amélioration urbaine au boulevard "Emir Abdelkader", ainsi que l'aménagement de trois carrefours, l'installation de fontaines et la plantation d'arbres décoratifs avec un système d'irrigation goutte à goutte le long de la double voie de la route nationale (RN 6) qui traverse la ville de Mecheria, a fait savoir le même responsable. Il a aussi indiqué que les travaux d'aménagement de la rue "Indépendance" progressent à un "bon rythme" et devront être achevés d'ici le mois de mai prochain, ajoutant que les entreprises chargées des travaux pour la deuxième phase seront choisies dans les prochains jours. Pour sa part, le président d'APC de Mécheria, Hamidi Tahar, a annoncé que d'autres opérations d'aménagement urbain démarqueront prochainement. Un montant de 200 millions DA leur été alloué dans le cadre du programme de développement économique et social de l'année en cours.

Les travaux portent sur le bitumage des routes, la réalisation de trottoirs, l'aménagement d'espaces publics et l'embellissement des quartiers tels que Badr, El-Tahadi, Es-Salam 2, cité 344 logements ruraux et le quartier sud, a précisé M. Hamidi.

**S
T
R
O
P
S**

ENTRE AMBITIONS ET FIERTÉ

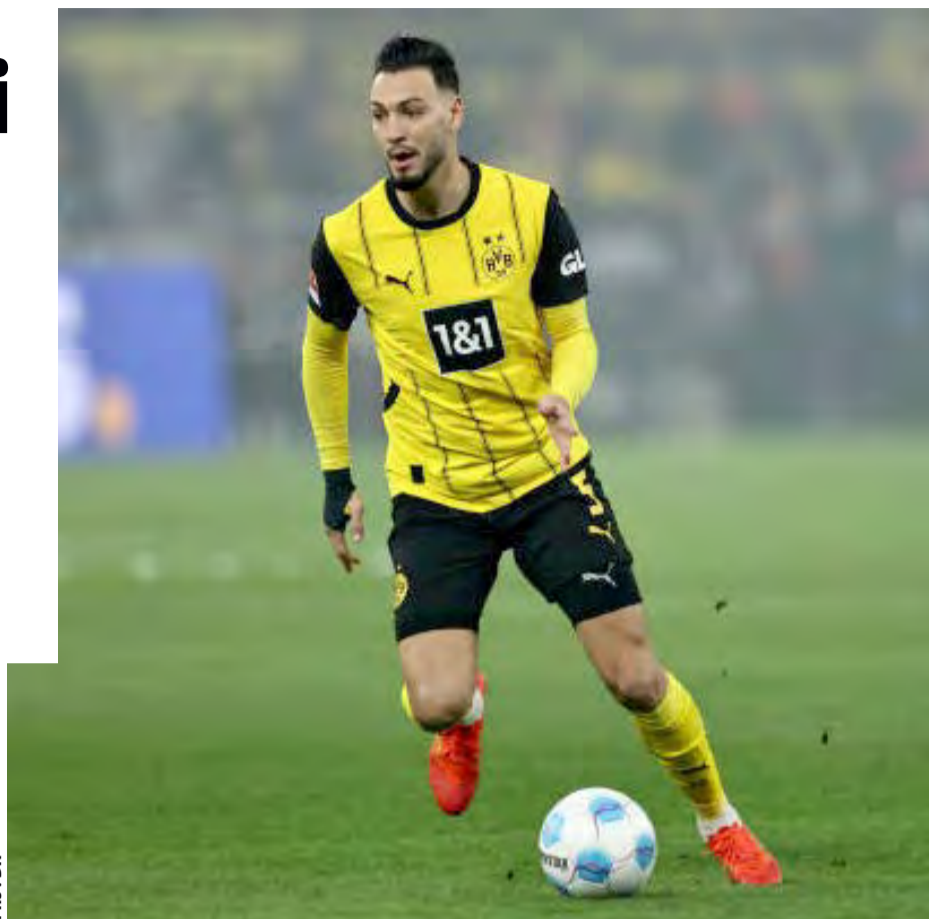
Bensebaini se confie dans une interview sur le site du BVB

Le latéral gauche du Borussia Dortmund, Ramy Bensebaini, a livré une interview pleine de sincérité sur son parcours, ses défis et ses ambitions pour l'avenir. Entre son intégration au sein de son nouveau club et ses souvenirs inoubliables avec la sélection algérienne, il affiche une détermination sans faille.

Ramy Bensebaini, arrivé au Borussia Dortmund avec des objectifs ambitieux, se distingue par sa détermination et sa volonté de réussir. Dans une interview accordée au site officiel du club, l'international algérien a évoqué son intégration au sein des Jaune et Noir ainsi que les défis qui l'attendent. Bensebaini, formé à l'Académie du Paradou, a bénéficié d'une méthode de formation peu commune qui a marqué son style de jeu. Il raconte : « Ils nous ont dit que cela permettrait d'avoir un meilleur contrôle du ballon. Jouer avec des chaussures ne donne pas la même sensation. J'ai donc joué et m'entraîné pieds nus pendant trois ans et demi ». Cette expérience l'a forgé, renforçant ses compétences techniques et sa gestion du jeu sous pression.

UN SOUVENIR IMPÉRISSABLE : LA CAN 2019

Parmi les moments les plus marquants



Phs: DR

de sa carrière, Bensebaini évoque avec émotion la victoire à la Coupe d'Afrique des Nations en 2019 avec l'Algérie. Un souvenir qu'il chérit profondément : « C'était incroyable. Nous étions presque imbattables durant ce tournoi. Nous étions un groupe très soudé, sur le terrain comme en dehors. Nous savions que nous allions gagner ». Sa médaille de champion d'Afrique reste l'un de ses plus précieux trésors : « Elle est chez moi. Ma mère voulait la garder, mais je l'ai récupérée ».

FIERTÉ ET ATTACHEMENT À L'ALGÉRIE

Porter le maillot des Fennecs représente un honneur pour Bensebaini, qui reste profondément attaché à son pays. « La sélection nationale, l'Algérie, c'est une immense fierté pour moi. Depuis que j'ai commencé le football, j'ai toujours eu cet objectif en tête. Je suis simplement honoré d'en faire partie. » Un sentiment de fierté qu'il renforce en soulignant son lien avec sa patrie : « La patrie, c'est l'Algérie, c'est mon chez-moi ».

UN SOUTIEN FAMILIAL INÉBRANLABLE

Malgré ses nombreux déplacements et sa carrière internationale, Bensebaini conserve un fort attachement à sa famille.

Ces moments de retrouvailles sont essentiels pour lui. « Quand je suis avec ma famille, que je revois ma petite sœur et mes amis d'enfance, toutes les difficultés s'effacent ». Il évoque également avec fierté sa sœur Mayssane, étudiante en médecine : « Je suis très, très fier d'elle. Elle a persévéré et réussi brillamment ».

RÉSILIENCE ET AMBITION

La saison passée, Bensebaini a traversé une période difficile marquée par des blessures. Toutefois, son esprit combatif l'a poussé à se sacrifier pour l'équipe. « Je voulais aider l'équipe, mais je n'étais pas en forme. Jouer contre Kiel et Francfort alors que j'étais diminué n'a pas été la meilleure décision. » Une expérience qui lui a appris que, parfois, la douleur reste invisible aux yeux du public : « Les spectateurs ne savent pas tout ce qu'un joueur endure en dehors du terrain ». Aujourd'hui pleinement intégré au Borussia Dortmund, Bensebaini semble prêt à relever de nouveaux défis. Entre son ambition personnelle et son amour inébranlable pour l'Algérie, il est déterminé à marquer son passage dans le club allemand et à poursuivre sa carrière sur la scène internationale. **Mohamed Amine Toumiat**

AG EXTRAORDINAIRE ÉLECTIVE DE LA FAF

Walid Sadi reconduit à la tête de la FAF

Lors de l'Assemblée générale extraordinaire (AGEXe) de la Fédération algérienne de football (FAF), tenue mardi à Alger, Walid Sadi a été réélu à la présidence de la FAF pour le mandat olympique 2025-2029. Le président sortant a recueilli une large majorité de voix, consolidant ainsi sa position à la tête de l'instance fédérale.

Walid Sadi a été réélu à la présidence de la Fédération algérienne de football (FAF) lors de l'Assemblée générale extraordinaire électorale (AGEXe) qui s'est tenue ce mardi au Cercle National de l'Armée à Beni Messous, à Alger. Le président sortant, âgé de 45 ans, était le seul candidat à sa propre succession et a obtenu 78 voix sur 80 membres présents, marquant ainsi son large soutien au sein de l'instance fédérale. Un seul membre a voté contre lui, tandis qu'un autre bulletin était nul. La réélection de Sadi marque le renouvellement de



son mandat pour la période olympique 2025-2029, une reconduction qui témoigne de la confiance accordée à sa gestion et à son leadership. Accompagné de sa liste de 12 membres, dont deux vice-présidents et cinq membres suppléants, Sadi a remporté ce processus électoral haut la main, confirmant sa place à la

tête de l'instance du football algérien.

Les travaux de l'AGEXe se sont déroulés en présence des représentants de la Fédération internationale de football (FIFA) et de la Confédération africaine de football (CAF), soulignant l'importance de cet événement pour le football national.

LE BILAN POSITIF DU MANDAT PRÉCÉDENT

Lors de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) tenue le 1er février dernier, les membres de la FAF avaient adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2024. Cette unanimité a permis de consolider davantage la position de Walid Sadi, qui avait remplacé Djahid Zefizef à la présidence de la FAF en septembre 2023, suite à la démission de ce dernier.

Cette stabilité à la tête de la fédération semble être un atout important pour la gestion future du football algérien.

En attendant les défis à venir, la réélection de Walid Sadi représente un nouveau chapitre pour le football en Algérie.

Les regards se tournent désormais vers l'avenir, avec l'espoir d'une gestion dynamique et fructueuse du sport roi au pays.

M.A.T.

POUR LE RÈGLEMENT DU CONFLIT EN RD CONGO

Trois ex-dirigeants africains nommés : Obasanjo, Kenyatta et Mariam Dessalegn

Trois anciens dirigeants africains, à savoir les ex-présidents nigérian Olusegun Obasanjo et kenyan Uhuru Kenyatta, ainsi que l'ancien premier ministre éthiopien Haile Mariam Dessalegn, ont été désignés pour servir d'intermédiaires dans les processus de règlement de Luanda et de Nairobi pour l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a rapporté la radio congolaise Okapi, citant un communiqué de la CAE et la SADC.



Dans une déclaration commune de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), les médiateurs seront principalement chargés de surveiller le cessez-le-feu entre les parties belligères, de coordonner l'aide humanitaire et de négocier entre les parties au conflit pour assurer une solution durable. Cette nomination fait suite à des consultations avec les chefs d'Etat des deux communautés régionales. Depuis le début de l'année, les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) sont à l'offensive dans l'est de la RDC et se sont emparés d'une grande partie des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, y compris de leurs centres administratifs, Goma et Bukavu. Les autorités de la RDC accusent le Rwanda de soutenir le M23 avec des unités régulières de son armée.

PH : DR

(FARDC) désarmés se sont réfugiés. A ce jour, un décès dû au choléra a été enregistré, tandis que 24 cas suspects sont en cours de traitement. "Des tests de dépistage rapide ont confirmé trois cas parmi eux. Le diagnostic approfondi est en cours", a détaillé lundi l'OCHA dans son dernier rapport de situation. En réponse à cette épidémie potentielle, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en place des mesures de riposte, qui comprennent l'isolement et le traitement des personnes affectées, ainsi que la distribution de kits d'eau, d'hygiène et d'assainissement aux occupants du camp. Si le Nord-Kivu fait face au choléra, au Sud-Kivu, l'inquiétude porte sur le mpox (variole simienne) et l'augmentation des cas de rougeole. Selon l'OCHA, 224 cas de rougeole et sept décès

ont été recensés au sein de la population déplacée, depuis un nouveau regain de tension dans l'Est de la RDC. La RDC est parmi les pays les plus touchés au monde par le mpox, avec plus de 79.000 cas suspects dont plus de 1.500 décès répartis sur l'ensemble de ses 26 provinces, entre le 1er janvier 2024 et le 9 février 2025. Près de 15.000 cas ont été confirmés au laboratoire dans les 26 provinces du pays au cours de la même période. Depuis fin janvier, le M23 est arrivé dans de nouvelles localités, dont Goma et Bukavu, déclenchant de nouveaux mouvements des populations. Cette avancée est la plus grave escalade depuis plus de dix ans dans le conflit qui sévit dans l'est du Congo.

R. I.

L'ONU PRÉOCCUPÉE PAR L'AGGRAVATION DE L'ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA À GOMA

Des agences humanitaires des Nations Unies se sont dit inquiétées de l'aggravation de l'épidémie de choléra dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), alors que la situation sécuritaire dans la ville de Goma demeure préoccupante et un "calme précaire", noté à Bukavu, chefs-lieux du Nord- et du Sud-Kivu actuellement sous le contrôle du mouvement armé M23. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), le groupe sectoriel Santé alerte sur une aggravation de l'épidémie de choléra dans et autour de Goma. Au moins 420 cas et un décès ont été signalés sur deux semaines consécutives (du 3 au 15 février), soit plus d'un tiers des 1.280 cas de choléra enregistrés dans toute la province du Nord-Kivu depuis le début de l'année. Par ailleurs, des cas suspects de choléra ont été signalés au sein du camp de la Mission de paix des Nations unies (MONUSCO) à Goma, où de nombreux membres des Forces armées de RDC

AFIN DE RÉGULER L'OFFRE

La RDC suspend de quatre mois des exportations de cobalt

La République démocratique du Congo (RDC) a annoncé une suspension de quatre mois des exportations de cobalt afin de réguler l'offre en raison des craintes de surproduction sur le marché mondial. Dans un communiqué, l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Marchés des Substances Minérales Stratégiques (ARECOMS), un organisme public dépendant du ministère des Mines, a déclaré que la suspension s'applique à toutes les opérations minières, dont la production industrielle, semi-industrielle, artisanale et à petite échelle. Une évaluation sera menée après trois mois pour déterminer s'il convient de modifier ou de lever la suspension, selon le communiqué. L'ARECOMS, créée en 2019, joue un rôle clé dans la gestion et la régulation des ressources stratégiques de la RDC, ayant l'objectif de stabilisation du marché et de formalisation du secteur artisanal qui est particulièrement important dans un pays où l'exploitation minière informelle représente une part significative de l'activité économique. Selon Global Data, une société d'analyse de données et de conseil basée à Londres, la production de cobalt de la RDC devrait atteindre 244 kilotonnes en 2024. Le pays est le plus grand producteur de cobalt au monde, fournissant plus de 80 % de la production mondiale. Le cobalt est une matière première essentielle utilisée dans diverses industries, notamment dans la production de batteries rechargeables pour véhicules électriques, smartphones et autres appareils électroniques. L'industrie minière du cobalt en RDC est principalement concentrée dans la région du Katanga, où les opérations minières industrielles et artisanales sont prédominantes.

R. I.

CAP-VERT

Le pays a paraphé avec l'Onu un plan conjoint de coopération

Le Plan de coopération conjoint pour 2025 entre le Cap-Vert et les Nations unies devrait être doté d'un budget de 20 millions de dollars américains, a annoncé à Praia la coordinatrice résidente des Nations unies au Cap-Vert, Patricia Portela. L'annonce a été faite lors de la première réunion du comité de pilotage de « One UN in Cap Verde 2025 », qui a abouti à la signature du Plan conjoint de coopération. Le document a été signé par Portela et la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et à la Coopération,

Miryam Vieira. Le plan se concentre sur six domaines prioritaires, notamment la transformation numérique, la transition énergétique, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale. Passant en revue les progrès réalisés en 2024, Portela a souligné les « gains visibles » dans des domaines clés, notamment l'éradication de la pauvreté grâce au soutien à l'expansion du Registre social unifié. Le plan de l'année dernière a également facilité l'inclusion du Cap-Vert dans l'Accélérateur du travail et de la protection

sociale, avec diverses actions entreprises par les agences, fonds et programmes des Nations unies pour faire progresser l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2026, selon Portela. « Dans le secteur de la santé, nous mettons l'accent sur l'élargissement de l'accès aux services de soins de santé primaires, rappelant qu'en 2022, ces services ont atteint 69 pour cent de la population », a-t-elle noté. D'ici 2024, 81 % de la population du Cap-Vert aura accès aux services de soins de santé primaires, avec un objectif de 91

% d'ici 2027, a-t-elle ajouté. Parmi les autres réalisations du plan 2024, citons le soutien au développement d'une stratégie de transition numérique dans l'éducation, le nouveau Statut de l'enfance et de l'adolescence, l'extension des aires marines protégées, l'amélioration des pratiques de gestion environnementale, le renforcement des chaînes de valeur agricoles, l'accès à l'eau pour environ 26 000 personnes et une augmentation de 20 % des ressources allouées aux questions liées au genre.

R. I.

LORS DE L'OUVERTURE DE LA SEMAINE DE L'ÉNERGIE DURABLE DE LA SADC Le président botswanais appelle le bloc de l'Afrique australe à rechercher un avenir énergétique durable

Le président botswanais Duma Boko a appelé les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à accroître la production énergétique de la région et à rechercher un avenir énergétique durable. S'exprimant à l'ouverture de la Semaine de l'énergie durable de la SADC qui s'achèvera vendredi prochain, dans la capitale du Botswana, Duma Boko a déclaré, lundi que des efforts collectifs étaient nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies d'approvisionnement en énergie. « Aucun pays ne peut y parvenir seul », a déclaré le président botswanais, ajoutant qu'un avenir énergétique durable nécessite une coopération approfondie au-delà des frontières. « En développant des projets énergétiques régionaux, en harmonisant nos politiques et en partageant les meilleures pratiques, nous pouvons maximiser les bénéfices de nos ressources collectives », a déclaré Boko. Les pays de la région sont confrontés à des défis liés à la pauvreté énergétique, laissant des millions de personnes sans accès à des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et la communication, a déclaré le président. Il est nécessaire d'améliorer et d'accélérer la capacité de la région à produire et à distribuer de l'énergie sous ses diverses formes, en privilégiant les énergies renouvelables, a-t-il noté. Il est à noter que cet événement se tient sous le thème « Accélérer les solutions énergétiques durables pour une région SADC sûre sur le plan énergétique ».

R. I.

SÉNÉGAL ET LA RÉBELLION DE CASAMANCE

Les deux parties ont signé « un accord important pour la paix »

Les autorités sénégalaises et la Rébellion de Casamance (sud) ont signé dimanche à Bissau un "accord important" visant une paix définitive dans cette région, théâtre d'un conflit de plus de 40 ans, a rapporté la chaîne nationale sénégalaise, la RTS. L'accord a été signé par le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko lors d'une visite dimanche à Bissau où il a rencontré des membres du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC), sous la médiation du président de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló. Ces pourparlers sont les premiers rendus publics entre la rébellion de Casamance et les nouvelles autorités sénégalaises élues en mars 2024. Les deux parties ont conclu "après trois jours de travaux un accord important qui constitue un très grand pas vers la paix en Casamance", a déclaré M. Sonko, cité par la RTS. Cet accord, qui s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris pour pacifier la région, prévoit notamment la démobilisation des rebelles et leur réinsertion effective dans la société.

R. I.

LE PRÉSIDENT ERDOGAN APRÈS SA RENCONTRE AVEC LE MAE RUSSE, SERGUIË LAVROV

« La Turquie est prête à fournir tout type de soutien dans les négociations entre Moscou et Kiev »

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a rencontré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lundi, alors que la Turquie intensifiait ses efforts pour parvenir à une résolution pacifique du conflit ukrainien.



P. DR

"En ce qui concerne les négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine, nous sommes prêts à fournir tout type de soutien, y compris en accueillant les négociations, pour assurer une paix durable", a déclaré M. Erdogan aux journalistes après une réunion du cabinet qui a suivi sa rencontre avec M. Lavrov. De son côté le chef de la diplomatie russe animant une conférence avec son homologue turc, a déclaré que son pays « restait ouvert aux négociations pour mettre

fin au conflit ukrainien », mais qu'elle n'arrêterait pas, a-t-il poursuivi « ses opérations militaires tant que ces négociations n'auront pas produit un résultat ferme et durable qui convienne à la Russie » a-t-il affirmé. « Nous voulons que cette guerre, qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes et fait payer un lourd tribut aux deux pays, prenne fin », a-t-il déclaré. Faisant référence à une réunion

la semaine dernière entre les délégations américaine et russe en Arabie saoudite sur la fin du conflit, il a averti qu'une paix juste et durable ne peut être obtenue que par un processus inclusif. « Une paix juste et durable ne peut être atteinte que dans un cadre qui inclut toutes les parties concernées », a-t-il déclaré, soulignant que les pourparlers de paix excluant l'une des parties en conflit pourraient

aboutir à des résultats infructueux. Le dirigeant turc a réitéré sa position selon laquelle l'Ukraine devrait également être invitée aux négociations et a déclaré qu'il avait transmis cette position au responsable ukrainien Volodymyr Zelensky, au président français Emmanuel Macron et au MAE russe Lavrov, en visite de travail en Turquie avant de se rendre, hier, en Iran. Plus tôt dans la journée de lundi Lavrov s'est également entretenu avec le ministre turc des Affaires étrangères avant d'animer une conférence de presse conjointe avec son homologue turc. Le chef de la diplomatie russe a déclaré que son pays « restait ouvert aux négociations pour mettre fin au conflit ukrainien », mais qu'elle n'arrêterait pas, a-t-il poursuivi « ses opérations militaires tant que ces négociations n'auront pas produit un résultat ferme et durable qui convienne à la Russie » a-t-il affirmé. R.I

KIEV SOUS PRESSION DE SES ALLIÉS OCCIDENTAUX

L'Ukraine voit le soutien occidental se transformer à une demande de remboursement

Face aux exigences de ses « alliés », l'Ukraine voit le soutien occidental prendre une nouvelle tournure. Washington met la pression en exigeant un retour sur investissement, tandis que Bruxelles cherche à sécuriser un accès privilégié aux ressources stratégiques ukrainiennes. Dans ce sillage, Bratislava réclame à son tour 3,5 milliards d'euros. L'Ukraine se retrouve progressivement confrontée à une nouvelle réalité : après des années de soutien financier et militaire massif, certains de ses alliés commencent à réclamer le remboursement de leurs fonds. D'après Andrej Danko, vice-président du Conseil national slovaque et leader du Parti national slovaque, membre de la coalition gouvernementale, l'Ukraine devrait restituer à la Slovaquie 3,5 milliards d'euros pour l'aide reçue. « Pour nous, 3,5 milliards d'euros, c'est une somme énorme. Si les Allemands, les Français et les Américains demandent à être remboursés, la Slovaquie ne peut pas rester silencieuse », a-t-il affirmé. Andrej Danko a estimé que l'Ukraine aurait profité de la situation pour obtenir le plus de fonds possible de

la part des pays lui apportant leur soutien dans le conflit avec la Russie. Il a rappelé que l'aide militaire à Kiev avait été décidée par les gouvernements libéraux qui dirigeaient la Slovaquie jusqu'en octobre 2024, tandis que l'actuel cabinet se concentre sur l'aide humanitaire. D'après les médias slovaques, depuis le 24 février 2022, Bratislava a apporté à l'Ukraine un soutien total de 3,48 milliards d'euros, soit environ 3,22 % du PIB national. La majeure partie de cette somme, 2,77 milliards d'euros, a servi à l'accueil des réfugiés ukrainiens, tandis que l'aide militaire est estimée à 690 millions d'euros. De la solidarité à la redevabilité

KIEV SOUS PRESSION DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES USA ET MOSCOU ET LES NOUVELLES ATTENTES DE SES ALLIÉS OCCIDENTAUX

Les premiers signes d'un revirement sont apparus aux États-Unis. Après avoir consacré des dizaines de milliards de dollars à l'aide militaire et financière de l'Ukraine, Washington fait comprendre que cette générosité ne pourra durer

sans contrepartie. De plus en plus de responsables politiques, notamment Donald Trump, président américain, évoquent la nécessité d'un retour sur investissement, qu'il s'agisse d'une utilisation par les américains des ressources ukrainiennes, de concessions économiques ou d'un alignement renforcé sur les intérêts stratégiques américains. Ce changement de discours marque une transition nette : l'Ukraine n'est plus simplement un bénéficiaire d'aide, mais un acteur à qui l'on commence à présenter l'addition. Dans le même temps, l'Union européenne amorce elle aussi un repositionnement prudent. Lors d'une réunion avec le gouvernement ukrainien le 24 février, Stéphane Séjourné, commissaire européen à l'industrie, a abordé la possibilité d'un accord « mutuellement bénéfique » sur les matériaux critiques ukrainiens. Si cette proposition reste floue pour l'instant, elle témoigne néanmoins d'une volonté croissante de Bruxelles de garantir des avantages économiques en contrepartie du soutien financier apporté à Kiev. R.I

FRANCE

Arrestations de deux suspects de l'attaque contre le consulat de Russie à Marseille

Deux hommes ont été interpellés et placés en garde à vue à Marseille après l'attaque du consulat général de Russie. L'enquête se poursuit pour déterminer la nature des engins explosifs utilisés et les motivations des suspects. Deux suspects ont été interpellés à Marseille après l'attaque survenue le 24 février contre le consulat général de Russie. Les deux hommes ont été placés en garde à vue ce mardi 25 février au matin pour « dégradations par substances explo-

sives ou incendiaires », a précisé le parquet de Marseille. Selon Le Parisien, les suspects, âgés de 48 et 59 ans, ont été identifiés grâce aux images de vidéosurveillance aux abords du consulat. Ils sont soupçonnés d'avoir jeté « trois engins explosifs de fabrication artisanale » dans le jardin de la représentation diplomatique russe. La préfecture de police des Bouches-du-Rhône, citée par BFM TV, a indiqué que ces engins étaient des bouteilles de soda en plastique de 50 cl. Deux d'entre elles ont explo-

sé, générant des détonations sans faire ni blessés ni dégâts. L'attaque a entraîné l'intervention des forces de l'ordre et des démineurs, qui ont bouclé le secteur pendant plusieurs heures. Une trentaine de marins-pompier ainsi que des policiers ont été mobilisés pour sécuriser la zone. L'enquête a été confiée à la Division de la criminalité organisée et spécialisée (DCOS) et des analyses des résidus retrouvés dans les bouteilles sont en cours. Le Comité d'enquête russe a

ouvert une enquête pénale en vertu de l'article 360 du Code pénal russe pour « attaque contre des personnes ou des institutions bénéficiant d'une protection internationale ». La Russie qualifie cet acte d'« attaque terroriste » et exige des mesures d'enquête complètes, ainsi que le renforcement de la sécurité de ses missions diplomatiques. L'ONU a condamné l'attaque, rappelant que toute atteinte à la sécurité des missions diplomatiques était contraire au droit international. R.I

ÇA SERA APRÈS LE RÈGLEMENT DU CONFLIT UKRAÏNIEN

Londres évoque la possibilité du retour de la Russie au G7 !

Le ministre britannique de l'Intérieur, Dan Jarvis, a déclaré que le retour de la Russie au sein du G7 serait discuté avec les alliés après la fin du conflit en Ukraine. Selon lui, ce retour de la Russie n'est pas possible dans l'immédiat, mais la question sera « sans aucun doute » examinée après le règlement du conflit. Dans une interview accordée à Times Radio lundi dernier, Dan Jarvis, ministre britannique de l'Intérieur, a supposé que la réintégration de la Russie au G7 serait « une question à discuter avec les alliés internationaux ». Dans le même temps, le ministre britannique de l'Intérieur a noté que cette question serait « sans aucun doute » envisagée, mais seulement une fois le conflit en Ukraine terminé. « Notre position sur le G7 n'a pas changé. Nous ne pouvons pas accepter que la Russie rejoigne le G7 alors qu'elle a des forces [...] en Ukraine », a souligné Dan Jarvis. Moscou a été exclu du G7 (alors appelé G8) en 2014 après le rattachement de la Crimée à la Russie. Le forum s'est transformé en G7, dont les membres sont actuellement le Royaume-Uni, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et les États-Unis. Le 14 février, Donald Trump a déclaré souhaiter que les Russes rejoignent le G7. Selon lui, cela a été « une erreur de les exclure ». Commentant cette information, le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a indiqué que le G7 « a perdu une grande partie de sa pertinence ». « D'abord parce qu'il réunit des pays qui ne sont pas aujourd'hui des leaders du point de vue de la croissance, de différents paramètres de croissance économique et sociale : les centres de croissance se sont déplacés vers d'autres régions du monde », a-t-il ajouté, en révélant que Moscou est « beaucoup plus intéressé par une poursuite de notre travail constructif au sein du G20 ». La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a fait remarquer lors d'un briefing le 18 février que le G7, d'association dont l'objectif était de coordonner les positions sur les défis mondiaux, s'est transformé « en un organe visant à coordonner les mesures de pression contre les pays indésirables ». Tel qu'il est aujourd'hui, le G7 est un format obsolète ayant perdu toute autorité. R.I

OPÉRATION MILITAIRE AU NORD-OUEST DU PAKISTAN

L'armée annonce avoir éliminé dix hommes armés

Dix hommes armés ont été éliminés lors d'une opération militaire basée sur le renseignement dans la province pakistanaise du Khyber Pakhtunkhwa (nord-ouest), a déclaré l'armée dans un communiqué. L'opération a été lancée suite à la présence signalée d'hommes armés dans le district de Khyber de la province, ont indiqué les Relations publiques inter-services (ISPR), la branche médiatique de l'armée pakistanaise. Le personnel de sécurité a neutralisé les dix hommes armés, selon le communiqué. Une opération de nettoyage est actuellement menée pour éliminer les autres hommes armés dans la zone, ont précisé les ISPR. R.I

L'ALERTE DU SG DE L'ONU LANCÉE À LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT À GENÈVE

« L'incertitude, l'insécurité, l'impunité et les dépenses militaires augmentent »

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a averti que les dispositifs de sécurité qui ont soutenu la paix mondiale pendant des décennies sont en train de s'effondrer, exhortant les pays à travailler ensemble pour un monde sans armes nucléaires.



PH: DR

« Les accords de sécurité bilatéraux et régionaux qui ont garanti la paix et la stabilité mondiales pendant des décennies s'effondrent sous nos yeux », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, lors de la Confé-

rence du désarmement à Genève. « La confiance s'effondre, tandis que l'incertitude, l'insécurité, l'impunité et les dépenses militaires augmentent », a ajouté Guterres. De

tels facteurs affaiblissent l'esprit de "retenue mutuelle", a-t-il déclaré, appelant les pays à mettre en œuvre les engagements en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération convenus lors d'un sommet à New York en septembre dernier. Soixante-cinq États, dont les États-Unis, la Chine et la Russie, sont membres de la Conférence, créée en 1979 et supervisée par le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies. Elle se concentre sur la négociation d'accords visant à mettre fin à la course aux armements nucléaires et à empêcher les pays de fabriquer des armes dans l'espace, en plus de poursuivre le désarmement général. **R. I.**

AUTOMOBILE

Les hybrides dépassent les modèles essence en Europe

Les immatriculations de voitures hybrides neuves ont une nouvelle fois dépassé les modèles essence au mois de janvier 2025 en Europe, a annoncé hier, l'Association des constructeurs européens (ACEA). Les immatriculations de ces modèles dotés de moteurs à essence et de petits moteurs électriques ont représenté 34,9% du marché (+18,4% sur un an). Les voitures à essence commencent à prendre le chemin glissant déjà emprunté par le diesel : elles ont accusé une forte baisse au mois de janvier (-18,9%), notamment en France et en Allemagne. Les modèles à essence représentent désormais 29,4% du marché et le diesel, autrefois omniprésent, 10% (-27% sur un an). Les hybrides, un peu plus sobres et moins polluants que les modèles à essence, et bien moins chers

que les électriques, reprennent ainsi le contrôle du marché européen après l'avoir dominé pour la première fois pendant trois mois de septembre à novembre 2024. Les modèles 100% électriques sont en forte progression sur un an (+34%), notamment en Belgique, en Allemagne ou en Italie (+126%) mais restent stables par rapport au mois de décembre 2024, et avec de grandes disparités selon les pays. Au niveau européen, les électriques représentent désormais 15% des immatriculations, encore très loin des objectifs fixés aux constructeurs par la Commission européenne, à 25% pour l'année 2025 et 100% en 2035. « Il est clair que l'Europe doit encore travailler pour éviter de stagner », a souligné la directrice générale de l'ACEA, Sigrid de Vries, dans un communiqué de presse.

L'ACEA demande un assouplissement des règles européennes sur les émissions de CO₂, dont découlent ces objectifs de ventes de voitures électriques. « L'UE doit mettre tout en œuvre pour faire du Dialogue Stratégique sur l'Avenir de l'Industrie Automobile (en cours à Bruxelles, NDLR) un succès, permettre une transition efficace vers une mobilité zéro émission tout en préservant notre compétitivité mondiale », a poursuivi la même responsable. Le succès des hybrides a déjà profité en 2024 au groupe Toyota, pionnier de cette technologie, qui reste à un haut niveau de ventes malgré une légère baisse en janvier (-4,9%). Il profite aussi à Renault (+5%) qui atteint 10,9% de parts de marché.

R. I.

COLOMBIE

La protection des populations "élément central des négociations" de paix

La protection des populations doit être un "élément central dans les négociations" de paix menées par le gouvernement colombien avec les groupes armés, estime un rapport des Nations unies sur la situation des droits humains dans le pays en proie à plus de six décennies de conflit armé interne. « L'une des recommandations spécifiques (du rapport) concerne l'appel à la présence sans restriction de l'Etat dans tous les territoires afin de garantir la protection des droits de l'homme », a déclaré Juan Carlos Monge, représentant de l'ONU pour les droits de l'homme en Colombie lors de la présentation, lundi, du rapport à Bogota. Malgré les pourparlers de paix avec ces acteurs engagés depuis 2022 par Unies aux droits de l'Homme (HCDH) a enregistré dans son rapport annuel 252 assassinats lors de 72 massacres (mort de trois personnes ou plus lors d'un même événement violent), 216 enfants recrutés de force et 89 (77 hommes et 12 femmes) défenseurs des droits humains assassinés en 2024 (105 en 2023, 116 en 2022, 100 en 2021, et 94 en 2020). Près de la moitié (47%) des défenseurs des droits humains assassinés sont des représentants bénévoles de communautés locales. Les auteurs de ces crimes sont à 77% des groupes armés qui pratiquent l'extorsion, le trafic de drogue ou l'exploitation minière illégale. Quelque 51.623 personnes ont été déplacées en 2024 par les

violences entre groupes armés ou avec l'armée colombienne, soit une baisse de 18% par rapport à 2023. Et 138.419 personnes ont été confinées de force par ces groupes armés qui contrôlent des pans entiers du territoire, une augmentation de 58% par rapport à 2023.

Ces déplacements et confinements de population sont les plus importants dans

les départements sur la côte pacifique, zone de culture et de transport de cocaïne, et au sud frontalier avec l'Equateur. En outre, 90 membres des forces de l'ordre ont été tués et 425 blessés entre janvier et novembre 2024, indique le rapport citant le ministère de la Défense.

R. I.

FINANCÉ À 72% PAR LA CHINE

La Bolivie inaugure un méga complexe sidérurgique

La Bolivie a inauguré, près de la frontière brésilienne, un méga complexe sidérurgique destiné à réduire ses importations de minerai de fer. Le mégaprojet de 546 millions de dollars, financé à 72% par la Chine, a été inauguré, lundi, à Puerto Suarez, dans le département de Santa Cruz, près de 70 ans après les premières études exploratoires. « L'objectif fondamental est que nous tous Boliviens puissions bénéficier d'une ressource naturelle qui est restée en sommeil pendant de très nombreuses années », a déclaré le président Luis Arce lors de l'inauguration du complexe Mutun. Constitué de sept usines, celui-ci produira "près de 200.000 tonnes par an" d'acier à partir du minerai de fer extrait localement, a expliqué Jorge Alvarado, représentant de l'entreprise publique chargée de l'exploitation du site. Cette production permettra "de remplacer environ 50% des importations (...) ce qui nous permettra d'éviter une fuite de devises de plus de 250 millions de dollars" par an, a-t-il ajouté. Le président Arce a également annoncé une "deuxième phase" du projet, sans préciser de date, visant à agrandir le complexe et à "doubler la production" de barres d'armature -utilisées dans la construction- et de fil machine, matériaux de base pour la fabrication d'écrous, boulons et autres pièces métalliques. Le secteur de la construction "ne dépendra plus du fer importé", s'est félicité le président Arce. Le site abriterait plus de 40 milliards de tonnes de minerai de fer, ce qui en ferait l'un des plus grands gisements au monde, selon les estimations du gouvernement bolivien. **R. I.**

SUR FOND DES TENSIONS COMMERCIALES

Les Bourses d'Asie en repli

Les Bourses en Asie plongeaient de concert hier, les marchés s'alarmant d'un renforcement des restrictions américaines visant la tech chinoise et d'une aggravation des tensions commerciales alors que Donald Trump semble déterminé à cibler le Mexique et le Canada. Vers 04H00 GMT à la Bourse de Tokyo, au lendemain d'un jour férié, l'indice vedette Nikkei perdait 1,14% à 38.335,11 points, et l'indice élargi Topix 0,29% à 2.728,54 points. La Bourse de Séoul reculait de 0,43% et Sydney de 0,66%. Les marchés asiatiques faisaient grise mine dans le sillage d'une mauvaise performance de Wall Street --plombée lundi par le recul de certaines grandes capitalisations du secteur de la tech. De quoi doucher l'enthousiasme des investisseurs --et pénaliser particulièrement les titres liés à l'industrie des semi-conducteurs, dont l'activité est pour certaine étroitement dépendante de la Chine: Advantest (-5,11%), Disco Corp (-5,03%) ou encore Tokyo Electron (-3,83%) dégringolaient. Et ce à l'unisson du géant du secteur TSMC (-1,86%) à la Bourse de Taipei. La place tokyoïte était par ailleurs pénalisée par un renforcement de la monnaie nippone, toujours portée par la perspective de hausses de taux de la Banque du Japon. Elle s'appréciait de 0,04% à 149,67 yens pour un dollar, confortant ses gains de la semaine précédente. De leur côté, les grandes maisons de courtage japonaises comme Itochu (7,03%), Mitsui (+4,96%) ou Sumitomo (+6,65%) s'envolaient au contraire, à rebours du marché, soutenus par le projet du conglomérat Berkshire Hathaway du milliardaire Warren Buffett de renforcer ses investissements dans ce secteur au Japon, soulignait le courtier IwaiCosmo. L'action de Nissan avait bondi de plus de 11% vendredi à Tokyo, sur l'espoir de voir le groupe américain Tesla investir dans le constructeur japonais en fortes difficultés financières. Vers 04H00 GMT à la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng cédait 0,62% à 23.196,33 points. L'indice composite de Shanghai reculait de 0,14% et celui de Shenzhen était en quasi-équilibre (+0,04%). La fièvre qui avait porté l'envolée pendant plusieurs semaines des valeurs technologiques, depuis le succès inattendu de l'outsider chinois de l'intelligence artificielle DeepSeek, semble s'être soudainement refroidie, pénalisée par les menaces américaines... et des prises de bénéfices d'investisseurs prudents. Alibaba lâchait 2,65% à la Bourse de Hong Kong: il avait déjà chuté de plus de 9% à Wall Street quelques heures plus tôt, après avoir annoncé vouloir investir 50 milliards d'euros. Tencent abandonnait 2,17%. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain progressait de 0,66% à 71,17 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord de 0,51% à 75,16 dollars. **R. I.**

CORÉE DU SUD

L'effondrement d'un pont fait quatre morts et six blessés

Le bilan de l'effondrement d'un pont sur le chantier de construction d'une autoroute au sud de Séoul hier, a été porté à quatre morts et six blessés, ont annoncé les autorités sud-coréennes. Les autorités avaient fait état initialement de deux morts. Les médias locaux ont diffusé des images spectaculaires de ce qui apparaît comme une section du pont en train de s'effondrer, projetant un énorme nuage de fumée dans l'air. Au total, quatre personnes sont mortes, cinq ont été grièvement blessées et une a subi une blessure mineure, a indiqué l'Agence nationale des incendies dans un communiqué. L'incident s'est produit vers 09H50 locales (00H50 GMT) à Anseong, à environ 65 kilomètres au sud de la capitale sud-coréenne. « Toutes les personnes blessées sont actuellement soignées dans des hôpitaux », a déclaré le porte-parole de l'Agence nationale des incendies.

Recette du jour



Rougag Chakhchoukha

Ingrédients pour 4 personnes:

- pour les feuilles de rougag
- 1 kg de semoule fine
- 1 cc de sel
- de l'eau tiède et de l'huile
- Pour la sauce :
- 6 cuisses de poulet
- 2 oignons finement hachés
- 2 carottes
- 2 navets
- 2 tomates
- ½ choux blanc
- 1 poignée de pois-chiche trempées la veille
- 2 bâtons de cannelle
- colorant orange faux safran
- sel et poivre
- 3 cas d'huile d'olive

Préparation

- Dans un bol, mélanger la semoule et le sel avec de l'eau progressivement tout en pétrissant avec les paumes des mains pour obtenir une pâte ferme. Ajouter ensuite peu à peu l'eau en mélangeant bien, jusqu'à ce que la pâte soit lisse et légère. La recouvrir d'un linge propre et la laisser reposer 10 minutes (vous pouvez utiliser le pétrin).

- Reprendre la pâte et la travailler énergiquement pendant encore 5 minutes environ, en ajoutant encore un peu d'eau. Avec les mains légèrement huilées, pressez la pâte pour en dégager une petite boule de la grosseur d'une mandarine. Répéter l'opération autant de fois que nécessaire.

Huilez la surface d'un plat et déposer les boulettes les unes à côté des autres. Laissez reposer 20min.

- Dans un autocuiseur ou un faitout huilé déposer les cuisses de poulet, les oignons hachés et toutes les épices. Faire dorer le tout en mélangeant puis ajouter les légumes coupés en morceaux et les pois-chiche. Couvrir d'eau d'un couvercle et laissez cuire 40min (au sifflement de la soupape si vous utilisez l'autocuiseur). Ôter le couvercle et laisser encore mijoter une 10aine de minutes.

- Sur un plan travail bien huilé, étaler finement chaque boule de pâte. Les faire cuire au fur et

à mesure dans une crêpière ou une plancha quelques secondes des deux cotés sans les laisser sécher. Empiler les feuilles de rougag les unes sur les autres.

- Déposer les morceaux de feuilles dans le panier vapeur d'un couscoussier et les faire ramollir à la vapeur quelques minutes. Dans un plat de présentation, disposez toutes les feuilles de rougag déchirées en morceaux.

- Disposez les morceaux de feuilles de rougag dans un grand plat, répartir les morceaux de poulet, les légumes et les œufs, arroser de sauce de cuisson et servir bien chaud.

Gâteau du Jour

ULTRA FONDANT AU CHOCOLAT

Ingrédients :

- 800 g de lait
- 200 g de crème liquide entière
- 200 g de chocolat noir
- 80 g de sucre roux
- 55 g de Maïzena
- 2 œufs entiers
- 60 g de beurre
- 5 biscuits cuillère

Décoration

100 g de noisettes hachées
peu de cacao sans sucre

PRÉPARATION DE LA RECETTE

1-Dans un saladier, mélangez tous les ingrédients secs. Incorporez le lait, la crème et les œufs. Mélangez bien.

2-Versez le mélange dans une casserole et faites chauffer à feu moyen sans cesser de remuer jusqu'à ébullition. Laissez bouillir pendant 3 minutes, puis éteignez le feu.
3-Ajoutez le chocolat noir haché et le beurre en petits morceaux. Mélangez jusqu'à obtenir une préparation homogène.

4-Versez la préparation dans un moule préalablement graissé de 18 cm de diamètre.



Couvrez avec un film plastique au contact et réservez au frais toute une nuit.

DÉCORATION

5-Le lendemain, démoulez délicatement le gâteau en décollant légèrement les bords à l'aide de vos doigts. Saupoudrez de cacao sans sucre et décorez les côtés avec des noisettes hachées.



Conseil du jour

On remplace...



3 fois moins de gras
Une cuisson sans compromis sur le croquant

Le saviez-vous ?



5 min / jour ...



La respiration profonde est l'un des outils d'auto guérison les plus puissants du corps. Elle abaisse la pression artérielle, la fréquence cardiaque et diminue les hormones du stress.

Bon à savoir !

QUAND VOUS FAITES CET ÉTIRZMZNT TOUS LES JOURS...

C'est la zone qui provoque des douleurs dans le bas du dos et des raideurs par manque d'étirement. Cette zone doit être étirée quotidiennement, surtout ds i vous passez la journée assis.



Astuce du jour:

Beauté du visage : 7 astuces pour une jolie peau

- _Laver sa peau matin et soir.
- _Miser sur l'hydratation.
- _Ne jamais faire l'impasse sur le démaquillage.
- _Miser sur la levure de bière.
- _Penser aux gommages et aux exfoliations.
- _Miser sur les masques.

_Attention aux contours des yeux et aux lèvres.



CITATION DU JOUR

« Ne t'arrête pas quand tu es fatigué. Arrête toi quand t'es fini »

Le Courrier
MAGAZINE

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guehraoui - Immeuble

Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

CINEMA

Amazon va-t-il transformer James Bond en franchise ?

Déjà propriétaire du studio MGM depuis 2022, le groupe américain aurait déboursé un milliard de dollars pour avoir les coudées franches sur les prochaines productions.

James Bond va-t-il perdre son âme comme Star Wars avec Disney ? La prise de contrôle du plus charismatique des espions par Amazon inquiète les sujets de Sa Majesté, dont certains se demandent si 007 a encore un avenir. Après des mois d'une guerre larvée entre les producteurs historiques des films et Amazon abondamment relayée par la presse, le couperet est tombé jeudi : le géant américain va désormais présider aux destinées de l'espion le plus connu au monde.

Et il le fera à sa guise, la famille Broccoli - les ayants droit - lui ayant cédé le contrôle créatif. De quoi soulever des interrogations dans la patrie de 007 : le lendemain de l'accord, The Independent se demandait si en prenant le pouvoir sur la franchise, Amazon ne l'avait pas « enterrée ». Pour le Times et le Telegraph, James Bond ne sera « plus jamais » le même.

Reste que les intentions précises d'Amazon pour la franchise n'ont pas été dévoilées. « Ce qui est certain, c'est qu'ils voudront un retour sur investissement », souligne auprès de l'AFP Chloe Preece, professeure de marketing à



l'école de commerce ESCP. « Et pour pouvoir amortir l'argent dépensé, ils vont utiliser la franchise à outrance en créant des séries (spin-off, prequel..) et des produits dérivés », avance-t-elle.

Le groupe de Jeff Bezos a racheté le mythique studio MGM en 2022 pour 8,45 milliards de dollars (plus de 8 milliards d'euros) mais la famille Broccoli gardait le contrôle exclusif sur la marque. Selon le Times, Amazon aurait déboursé à nouveau un milliard de dollars pour avoir définitivement les coudées franches. « Il va y avoir un changement de volume », complète Tom Harrington, qui travaille chez Enders Analysis, la principale société britannique d'étude et de conseil sur les médias et les télécoms. Jusqu'ici la famille

Broccoli avait une vision très « exclusive » de la marque. Si le merchandising était permis, il restait limité, souligne-t-il auprès de l'AFP.

« Il est fort probable qu'Amazon voudra créer une galaxie autour de la marque, un peu à l'image des Marvel ou Star Wars », décrypte auprès de l'AFP l'expert en marketing Adrian Mediavilla. Pour ce faire, il faudra piocher dans des personnages secondaires, développer de nouvelles trames. Mais « la matière est là », assure Chloe Preece. Et les fans aussi. « Il y a un appétit autour de la marque, le public attend désespérément le prochain film », poursuit-elle. Le dernier, Mourir peut attendre, remonte à 2021.

UN JAMES BOND « WOKE » ?

Mais il y a un risque : la sur-exploitation de la franchise. In fine cela pourrait l'affaiblir. Surtout, il faudra « rester fidèle à l'héritage de la marque » autour du personnage imaginé il y a sept décennies par Ian Fleming, souligne Adrian Mediavilla. « Les Broccoli ont toujours fait très attention. Ils ont toujours travaillé avec une équipe très resserrée qui connaissait le personnage sur le bout des doigts et choisiraient eux-mêmes le réalisateur », souligne Chloe Preece. Or, à l'instar de ses concurrentes Netflix ou Disney, la plateforme Amazon travaille avec une armada de scénaristes qui, inévitablement, vont et viennent. Pour d'autres, le péril est ailleurs. Des tabloïds britanniques s'inquiètent que James Bond devienne « woke ».

« Si vous regardez l'évolution des films on peut presque dire que les derniers sont "woke" », nuance Chloe Preece, pour qui le personnage de Bond incarné par Daniel Craig n'a presque plus rien à voir avec celui interprété par Sean Connery ou Roger Moore. Les scénaristes ont gommé son côté goujat et ses piques condescendantes à l'égard des femmes, pour offrir dans les derniers films l'image d'un homme un peu plus sensible. Mais les grandes perdantes pourraient être les salles de cinéma. Tous les films de la saga sont d'énormes blockbusters. Mais Amazon pourrait dorénavant se passer d'une sortie en salles et proposer le film directement sur Prime, sa plateforme.

MUSIQUE

Roberta Flack, grande voix soul est morte à 88 ans

Grande voix soul des années 1970, connue pour sa version de "Killing Me Softly With His Song", la chanteuse américaine Roberta Flack est décédée à l'âge de 88 ans, ont annoncé lundi ses représentants. "Elle est morte paisiblement, entourée des siens", a expliqué dans une déclaration transmise à l'AFP son agente, Elaine Schock. La chanteuse afro-américaine, qui fut aussi l'une des voix du mouvement des droits civiques américains, a eu une grande influence sur la soul, qu'elle a mêlée au jazz et au folk. Musicienne de formation classique, pianiste virtuose, elle a produit, avec sa voix douce et tendre, des classiques du rhythm and blues, qu'elle qualifiait elle-même de "soul scientifique". Avec son style, elle a contribué à populariser le "quiet storm", des jams lents et sensuels qui ont influencé le R&B dans les années 1980 et 1990. Née en 1937 Roberta Cleopatra Flack à Black Mountain, en Caroline du Nord (est), elle grandit à Arlington près de Washington dans une famille éprise de gospel et apprend le piano, ce qui lui permet d'obtenir une bourse d'études musicales à

l'université Howard à l'âge de 15 ans. Professeure de musique, elle se produit aussi dans des clubs autour de Washington, où elle finit par être repérée par le jazzman Les McCann. Elle signe pour Atlantic Records à 32 ans.

"PÉJORATIF"

L'acteur et réalisateur Clint Eastwood contribue à son succès, en incluant l'un de ses premiers enregistrements, "The First Time Ever I Saw Your Face", dans la bande son d'"Un frisson dans la nuit" en 1971. Le titre remporte le Grammy Award de la chanson de l'année en 1973. Performance rarissime, elle récidive l'année suivante avec "Killing Me Softly With His Song". Le hit a été redécouvert par des générations plus jeunes dans le monde entier quand les Fugees, le trio mené par la chanteuse Lauryn Hill, l'a repris en 1996. Coupe afro sur les pochettes de ses albums, proche de l'activiste Angela Davis et du révérend Jesse Jackson, Roberta Flack fut aussi l'une des voix du mouvement des droits civiques américains. Elle avait chanté aux funérailles de l'icône du base-ball Jackie Robinson,

premier joueur noir de la ligue nord-américaine, et s'était produite en 1999 devant le héros de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, Nelson Mandela. Elle avait expliqué avoir grandi "à une époque où le mot +Noir+ était le plus péjoratif que l'on puisse utiliser". "J'ai vécu le mouvement des droits civiques. J'ai appris, longtemps après avoir quitté Black Mountain, qu'être noire était une chose positive, comme nous tous, la chose la

plus positive que nous puissions être", avait-elle ajouté. "J'ai fait beaucoup de chansons qui étaient considérées comme des chansons de protestation, beaucoup de musique folk, mais j'ai protesté en tant que chanteuse avec beaucoup d'amour." Atteinte de la maladie de Charcot, qui lui avait été diagnostiquée en 2022, Roberta Flack ne pouvait plus se produire ces dernières années.

TÉBESSA

Lancement de la numérisation des sites archéologiques

L'antenne de la wilaya de Tébéssa de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBEC) a lancé une opération de numérisation des sites archéologiques de la wilaya, a indiqué lundi le responsable de cette antenne, Lotfi Azzedine. Le même cadre a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les services de l'antenne locale de l'OGEBEC ont lancé début 2025, en coordination avec les deux universités de Sétif et de Batna, une

vaste opération de numérisation des divers sites archéologiques de la wilaya pour les promouvoir à l'échelle internationale et y attirer les touristes des diverses régions du monde". Cette documentation numérique "permet de présenter des photos authentiques des sites archéologiques susceptibles de constituer une référence pour d'éventuelles actions de restauration ou de réhabilitation", selon le même cadre qui a souligné que pour cela "des techniques modernes dont la photogrammé-

trie numérique et l'élaboration de modèles 3D des sites sont utilisées". Il a été ainsi procédé jusqu'à maintenant à la numérisation du temple de Minerve, l'Arc du triomphe Carcalla, la muraille byzantine du chef-lieu de wilaya et le mausolée romain de Morsott, selon le même cadre qui a relevé que l'opération qui vise aussi à enrichir la base de données nationales et les archives numériques archéologiques se poursuit sur d'autres sites.

PEAKY BLINDERS

Une suite en prévision après le film sur Netflix ?

Douze ans après ses débuts, le clan Shelby s'apprête à conter la suite de ses aventures dans un ultime film Peaky Blinders, prévu cette année sur Netflix. Mais est-ce que l'histoire s'arrêtera après ça ? Le créateur de la série Steven Knight s'est exprimé à ce sujet et nous donne des éléments de réponse.

Peaky Blinders n'est pas qu'une simple série. La franchise s'est insérée dans tous les domaines. En premier lieu avec la mode, relançant le style classe post-victorien avec les costumes iconiques et les casquettes plates remises au goût du jour. Cette année, la série est également adaptée en un spectacle musical nommé La Rédemption de Thomas Shelby. Mais ce que les fans attendent le plus est bien entendu le film prévu sur Netflix fin 2025. On retournera alors à Birmingham pour suivre la famille Shelby dans une ultime aventure. Si le point final du clan est attendu dans The Immortal Man (L'Homme Immortel - nom supposé du film), l'univers Peaky Blinders devrait se poursuivre. Steven Knight, le créateur de la série, a donné quelques pistes. Interrogé dans l'émission matinale britannique BBC Breakfast, Steven Knight a confirmé que Peaky Blinders ne s'arrêtera pas à l'issue du film. Le créateur de la série - travaillant également sur A Thousand Blows pour Disney+ - assure qu'il y aura une suite, sans pour autant communiquer davantage de détails.

Il indique à la fois que le film constituera une conclusion pour l'histoire de Thomas Shelby (campé par Cillian Murphy durant six saisons) et donc que l'univers des Peaky "va se poursuivre." - sans doute avec de nouveaux personnages lors d'un spin-off. Pour l'heure, nous n'en sommes qu'aux prémices, mais Steven Knight semble être prêt à raconter une nouvelle intrigue dans le même esprit que celle des Shelby.

Selon Paris Match, le film Peaky Blinders se déroulera durant la Seconde Guerre Mondiale alors que le Royaume-Uni, membre des Alliés, lutte contre le Troisième Reich allemand. On y retrouve le casting original de la série mais également de nouvelles têtes comme Barry Keoghan (The Batman, Les Éternels), Rebecca Ferguson (Dune, Silo, Mission Impossible), Tim Roth (Reservoir Dogs, Lie to Me) et Jay Lyncuro (Titans). Le tournage s'est achevé mi-décembre 2024. On a hâte d'en savoir plus sur le scénario et connaître la date de sortie officielle !

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

HORIZONTALEMENT

1 - Relatives aux repas - 2 - Îlot de verdure dans un désert - Solide - 3 - Attache - Conifère - Réfléchi - 4 - Utilisé à dessin - Passion - 5 - Puissance (de d à g) - Édifié - 6 - Vieille armée - Grains de table - En boule - 7 - Rejetée - Conduite - 8 - Exposé - Changement - 9 - Confondue - Sélénium - 10 - Élément d'une charpente - Des lustres - 11 - Pas ailleurs - Matelas japonais - 12 - Grand - Vue.

VERTICALEMENT

1 - Manque de courage - 2 - Poisson - Ancienne Thaïlande - Chlore - 3 - Enzyme - Diffère - 4 - Cigarillo - Périodes - 5 - De dos - Actionnés - Article - Fer - 6 - On l'envoya paître - De même - Flotte - 7 - Accoutrements - 8 - De loin - Rayonnait sur le Nil - Toile sans voiles - Personnel - 9 - Lentille - Supprimées - En amont - 10 - Inculte - Ouverture d'un violon.

Mots fléchés

Informé	Forme d'avoir	Naturelle	Effectif	Drame à Hiroshima
Affable	Entraîne	Mis au courant	Consonne double	Jeune pommier non greffé
Unions				Éprouve
Joule		Terme musical	Ciment	
Pronom		Fin de participe Compo-sant	Suc	Divinité
Figures			Formulé	Offices religieux
Détraqués	Romains	Narine du cachalot	Patrie de Zénon	
	Pierre de touche	Transie		Arrivées en criant
Propagée			Étain	Partie de tennis
Arsenic			Connus	
	Dressées			
	En vogue			
A donc été suivi			Râpée	
Sonnées				
				Stère

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Qui concerne les pierres précieuses (9 lettres)

C	S	E	I	A	V	I	L	O	T	N	E	M	E	L	E	E	S
D	O	I	E	S	S	E	R	P	T	N	A	L	L	A	N	E	H
V	R	L	A	E	L	L	O	C	T	I	A	R	T	I	R	A	F
T	A	A	L	R	L	E	T	I	O	R	D	A	A	E	R	R	E
A	E	L	G	A	F	T	N	A	L	A	G	H	I	G	O	P	G
G	R	N	E	E	N	E	L	I	F	E	D	N	N	I	E	R	A
U	U	I	I	T	R	T	B	E	T	E	E	E	D	D	L	E	R
O	P	O	E	T	E	U	O	H	E	R	I	A	L	A	U	I	B
N	M	S	R	I	A	E	R	T	U	O	L	D	E	E	O	T	M
S	I	E	T	B	E	T	E	V	I	A	N	R	S	T	M	N	O
I	E	T	E	E	D	R	A	B	O	J	I	A	U	E	E	E	E
C	N	R	I	D	O	E	F	E	T	E	D	L	A	A	R	E	L
E	R	A	P	R	C	N	O	L	L	A	B	R	P	R	N	T	U
D	E	T	A	A	R	S	I	A	B	A	R	E	A	U	E	I	L
N	T	C	I	N	O	L	A	S	E	V	R	A	L	T	G	N	L
I	L	R	E	L	U	E	M	N	O	I	S	A	V	E	N	U	E
E	O	E	R	I	O	N	E	R	I	A	M	T	N	A	G	A	C
C	E	L	U	O	B	F	I	T	C	A	T	I	D	E	N	I	V

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ACTIF - ALAIRE - ALLANT - BALLON - BÊTE - BOULE - CELLULE - COLLANT - COLLE - CORIACE - DEBIT - DEFILE - DROITE - ELEMENT - ENTIER - EVASION - FETE - FRAIS - FROID - GALANT - GANT - GENRE - HAINE - HARGNE - HOUE - IMPURE - INDECIS - INEDIT - JOBARD - LARD - LARVE - LOUTRE - MAIRE - MEULE - MOULE - NAÏVETE - NOIRE - NOUGAT - OLIVAIE - OMBRAGE - ORACLE - PAUSE - PIETRE - PRESSE - RABAIS - REGARD - SALON - SEREINE - SOIN - TARTE - TERNE - TRAIT - UNITE - URAETE - VALET - VANTARD.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Saturnisme - 2. Coulante - 3. Lus - Ente - 4. Bail - Ortie - 5. Râpes - Air - 6. Émeute - 7. Us - Éprises - 8. Sein - E.V - Ca - 9. Émets - Élan - 10. Sensés - Art - 11. Na - Parité - 12. At - Assises.

VERTICALEMENT :

1. Scabreuses - 2. Ao - AA - Sèment - 3. Tulipe - Iéna - 4. Ululements - 5. Ras - Sep - Seps - 6. NN - Ure - Sas - 7. Itérative - Ri - 8. Senties - Lais - 9. Tir - Écarté - 10. Énée - Usantes.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Oblation - Navets - An - Levé - Serré - Gène - Eure - La - Éon - Se - Tollés - Tr - Cible - Créé - Oie - Tee - Âne - Son - Pi - Rouleurs - As - Pressée.

VERTICALEMENT :

Abnégation - Lave - Obier - Ravenelle - O.P - Te - Éole - Sur - Lits - Né - Tôle - Osée - Scènes - En - Rus - Ré - Us - Arrêté - Pré - Menée - Remise.

MOTS MASQUÉS TAUPIN

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 26 FÉVRIER 2025 - PRIX : MISKA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 500 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

17 coursiers de valeur sensiblement égale

L'hippodrome d'El Eulma affiche ce mercredi une épreuve classique d'une distance de 1500 mètres en mettant aux prises 17 coursiers de race arabe de 4 ans et plus de valeur sensiblement égale, ce qui nous donne un aperçu de la qualité des acteurs engagés restant assez équilibrée de par leurs gains et cela par rapport à la condition de la course du jour et même leurs capacités physiques et techniques on relève un bon nombre de coursiers, je peux dire la totalité qui totalisent un gain considérable pour cela on peut dire que nous sommes confrontés à un véritable casse-tête où il faudra faire preuve de minutie afin de pouvoir dresser des lignes de jeux fiables qui puissent mener vers la meilleure combinaison, risquant d'être royale de ce prix Miska support du pari mutuel urbain le tiercé, quarté et quinté.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. VIBIORE. Ce protégé du grand haras El Nasr vient de réaliser une belle victoire à Zemmouri, mais dans une épreuve réduite.

2. LOKIS. Au-dessous du lot.

3. MALIK EL HIDHAB. Ce mâle alezan de 7 ans, passe par une période difficile. À revoir.

4. FAKHER. Confié toujours au jeune jockey Mouissi après une belle victoire dans une épreuve comme celle du jour. Ce mâle aura une place à l'arrivée.

5. ICHRAQ EL BARAKA. Au-dessous du lot.

6. AARJOUNA. Il ne faut pas la négliger, elle vient de reprendre confiance avec son jockey du jour. Elle peut créer la surprise.

7. LINTIKA. Vu le lot présent cette coursière de 5 ans n'aura pas la tâche facile.

8. DJAWAHIR EL MESK. Cette fille d'un grand étalon vient de changer de maison, espérant qu'elle revient à son niveau au

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
HARAS EL NASR	1	VIBIORE	S. BENYETTOU	57	14	MH. BENKHALIFA
AL AOUDAD	2	LOKIS	SH. BENYETTOU	57	1	B. LAHMICI
S. BERRAH	3	MALIK EL HIDHAB	CH. ATTALLAH	56	8	PROPRIÉTAIRE
B. NAIDJA SAHRAOUI	4	FAKHER	JJ : Y. MOUISSI	56	6	PROPRIÉTAIRE
J. SAADI	5	ICHRAQ EL BARAKA (0)	H. RAACHE	56	2	T. OUANOUI
A. LEHAS	6	AARJOUNA	F. CHAABI	55	10	AB. BOULESBAA
ML. ZAABOUB	7	LINTIKA (0)	T. ALI OUAR	55	4	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	8	DJAWAHIR EL MESK	A. HEBRI	55	16	PROPRIÉTAIRE
J. SAADI	9	IFDIHAR	A. SAADI	55	12	T. OUANOUI
H. SAFSAF	10	HANINE EL MADI	A. HAMIDI	55	15	MED HAMIDI
AL. AOUDAD	11	TOISANDOR	AH. CHAABI	55	11	B. LAHMICI
S. ROUIGHI	12	GHAZALET SERSOU	AB. ATTALLAH	55	9	PROPRIÉTAIRE
M. SELLAMI	13	D'ZIRI D'HEM	JJ : AB. AIDA	55	7	B. AIDA
M. ZAABOUB	14	JEMAAT EL KHEIR	JJ : MA. AIDA	53,5	13	PROPRIÉTAIRE
L. ZAABOUB	15	KAISARA	O. CHEBBAH	53	17	PROPRIÉTAIRE
A. BERRAH	16	MAHDJOUBA	B. BERRAH	53	3	B. BERRAH
A. BERRI	17	RAGHDET EL MESK	AP : S. ATTALLAH	52,5	5	S. ATTALLAH

sein de la maison S. Berrah.

9. IFDIHAR. Cette belle femelle est une spécialiste des épreuves de vitesses, à mon avis elle ne fait pas le déplacement pour rien de Djelfa.

10. HANINE EL MADI. Cette vieille femelle de 10 ans, vient de réaliser un beau accessit, 3ème au Caroubier dans une épreuve similaire à celle du jour.

11. TOISANDOR. Irrégulière dans ses sorties. À revoir.

12. GHAZALET SERSOU. Cette protégée de l'écurie Rouichi jouera un rôle important.

13. D'ZIRI D'HEM. Pour ce mâle alezan, sa préférence les courses de distance moins courtes que celle du jour.

14. JEMAAT EL KHEIR. Méfiance, cette femelle à une grande entente avec son partenaire du jour.

15. KAISARA. Son propriétaire L. Zaaboub a fait appel à l'efficace jockey O. Chebbah pas pour jouer les seconds rôles.

16. MAHDJOUBA. Pilotée par son jockey entraîneur B. Berrah, à mon avis, elle peut venir créer un exploit cette fois-ci.

17. RAGHDET EL MESK. Longtemps absente.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

10. HANINE EL MADI - 4. FAKHER - 12. GHAZALET SERSOU - 16. MAHDJOUBA - 8. DJAWAHIR EL MESK

LES CHANCES

15. KAISARA - 9. IFDIHAR

Algérie Télécom lance une gamme promotionnelles au mois du Ramadhan

Algérie Télécom lancera, au cours du mois sacré de Ramadhan, une gamme d'offres promotionnelles et de services innovants visant à renforcer la connectivité, a-t-on indiqué lors d'une conférence de presse organisée dimanche à Oran. Organisée en marge de la 2e édition du Salon du commerce et des services électroniques (ECSEL Expo), clôturé dimanche au Centre des Conventions d'Oran, cette conférence a constitué une occasion pour présenter les différentes offres concoctées par cet opérateur public pour le mois de Ramadhan. Il s'agit de Promotions sur les services Internet filaire (ADSL, VDSL et Fibre) pour les clients résidentiels abonnés aux offres IDOOM ADSL, IDOOM VDSL et IDOOM Fibre qui effectuent une augmentation de débit vers un palier supérieur.

Ces derniers bénéficieront d'un bonus allant jusqu'à 30 jours d'internet offerts et de réductions tarifaires sur les modems optiques WIFI 6 allant jusqu'à 75%, a indiqué, Amir Ben Idir, chef de service du commerce, du marketing et de l'innovation au sein de cette entreprise. "Chaque jour durant le mois sacré, les 200 premiers clients ayant effectué une augmentation de débit bénéficieront d'un répéteur OFFERT", a-t-il précisé. Il s'agit également de promotions sur les services Internet sans fil (4G LTE), avec des avantages pour les abonnés aux offres IDOOM 4G LTE qui bénéficieront de 80 Go de volume internet, valable un mois, pour tout rechargement d'une valeur de 1200 DA et de 300 Go de volume internet valable un mois pour tout rechargement d'une valeur de 1.500 DA, a-t-il indiqué.

En plus de ces offres commerciales et de services, Algérie Télécom poursuit son engagement sociétal avec le lancement, pour la deuxième année consécutive, de la caravane du cœur "IDOOM EL-KHEIR", a fait savoir, pour sa part, Reda Guessas, directeur du marketing et de l'innovation. Cette initiative solidaire mobilise des employés volontaires d'Algérie Télécom, qui sillonneront plusieurs wilayas du Centre, de l'Est, de l'Ouest et du Sud du pays, pour remettre des denrées alimentaires destinées aux restaurants "Er-rahma", en collaboration avec les autorités locales, a-t-il annoncé.

Le président de la FIFA félicite Walid Sadi pour sa réélection à la tête de la FAF

Le président de la Fédération internationale de football (FIFA) Gianni Infantino, a félicité le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Walid Sadi, réélu ce mardi pour un nouveau mandat olympique (2025-2029), lors de l'Assemblée générale extraordinaire électorale (AGEXe), tenue au Cercle national de l'Armée à Beni Messous, a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué. Dans son courrier adressé à Walid Sadi, le président de la FIFA a présenté ses plus "chaleureuses et sincères félicitations" à M. Sadi, pour sa réélection à la tête de l'instance fédérale, tout en le remerciant "pour tous vos efforts,



vos efforts, votre travail et votre importante contribution au développement de notre sport, et à la promotion de ses valeurs en

Algérie et en Afrique". Seul candidat à sa propre succession, Sadi (45 ans) a été plébiscité à la tête de la FAF. La nou-

velle composante du bureau fédéral comprend 12 membres, dont deux vice-présidents, ainsi que cinq membres suppléants. Le président de la FIFA, a souhaité à M. Sadi les "meilleurs vœux de réussite pour ce nouveau mandat et de succès pour tous les défis qui vous attendent", tout en se réjouissant de continuer à travailler avec le président de la FAF "pour la croissance et la prospérité du football en Algérie dans les années à venir." Walid Sadi avait été élu une première fois à la tête de la FAF, le jeudi 21 septembre 2023, pour le reste du mandat olympique 2021-2024, en remplacement de Djahid Zefizef, démissionnaire.

34 morts et 1641 blessés sur les routes en une semaine



Trente-quatre (34) personnes sont décédées et 1641 autres ont été blessées dans 1353 accidents de la circulation survenus durant la période du 16 au 22 février à travers le pays, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine avec 5 morts et 65 blessés suite à 57 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 610 incendies urbains, industriels et

Saisie de 60 000 comprimés psychotropes et près de 6 kg de kif traité à Oum El Bouaghi

La brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants relevant de la Police judiciaire de la wilaya d'Oum El-Bouaghi a arrêté, au cours de la semaine dernière, un individu activant au sein d'un groupe criminel et saisi 60.000 comprimés de type "Prégabaline" et près de 6 kg de kif traité, selon un bilan rendu public, mardi, par les services de la Sûreté nationale. Le



service de wilaya de Police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Oum El-Bouaghi a procédé "au cours de la

semaine dernière, à l'arrestation d'un individu activant au sein d'un groupe criminel organisé, spécialisé dans le trafic de drogues et de psychotropes, ainsi qu'à la saisie de 60.000 comprimés de type "Prégabaline" et de 5,850 kg de kif traité", précise la même source. "Cette quantité de stupéfiants et de psychotropes

a été saisie par les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants, relevant du même service de wilaya, suite à l'arrestation du mis en cause et à la perquisition de son domicile à Aïn Fakroun, qu'il utilisait comme lieu pour dissimuler son activité criminelle". Le mis en cause a été déféré devant le procureur de la République près le tribunal d'Aïn Fakroun pour "possession et trafic de drogues et de psychotropes de fabrication étrangère, importés via la contrebande dans le cadre d'un groupe criminel organisé", conclut la même source.

Malaysia Airlines : les recherches du MH370 relancées 11 ans après sa disparition

Onze ans après la mystérieuse disparition du vol MH370 de Malaysia Airlines, la société privée Ocean Infinity a repris les recherches dans une nouvelle zone dans le sud de l'océan Indien, a annoncé, mardi, le ministre malaisien des Transports.

Un contrat de 70 millions de dollars et la résolution d'une des plus grandes énigmes de l'aviation. C'est le défi auquel fait face la société d'exploration maritime Ocean Infinity, spécialisée dans la robotique marine, qui vient de reprendre les recherches pour retrouver l'avion du vol MH370 de Malaysia Airlines disparu en 2014 entre Kuala Lumpur et Pékin. Le ministre malaisien des Transports Anthony Loke, qui a annoncé mardi 25 février la reprise des investigations, a salué "le volontarisme d'Ocean Infinity pour déployer ses navires" afin de reprendre les recherches du Boeing 777 disparu des radars le 8 mars 2014. Le gouvernement malaisien et Ocean Infinity ont conclu ce contrat de 70 millions de dollars (66 millions d'euros) portant sur une durée de 18 mois. Mais la Malaisie ne paiera rien à la compagnie si elle ne retrouve pas l'avion, aux termes de l'accord portant sur 18 mois, avait ajouté Anthony Loke en décembre. Au total, 239 personnes se trouvaient à bord de l'appareil disparu, dont 153 Chinois, ainsi qu'une quarantaine de Malaisiens et des passagers de 13 autres nationalités.

EXPRESS- HISTORIQUE

La bavarde et le serpent (3)



AUX POINGS

«Quand vous avez une crise avec un État qui a une forte identité nationale, ce n'est pas en jouant le bras de fer que vous y arriverez. Et ce n'est pas au 20h de TF1 qu'il faut le faire. Il y a une forme d'amateurisme».

Dominique De Villepin, ancien premier ministre français



CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

Sur la voie de la paix, à l'initiative des États-Unis

Ce lundi après-midi, à l'initiative des États-Unis, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté par dix voix pour, aucune voix contre et l'abstention des cinq membres européens du Conseil, une résolution sur la crise ukrainienne demandant qu'il soit mis fin au conflit « dans les plus brefs délais » et plaidant pour « une paix durable entre l'Ukraine et la Fédération de Russie ».

Elle déplore, en outre, les pertes en vies humaines causées par « le conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine ». Trois amendements défavorables à la Russie proposés par les pays européens membres du Conseil (France, Royaume-Uni, Grèce, Danemark et Slovaquie) ont été rejetés. Les observateurs ont noté que le vote de ce texte confirme des divergences entre les États-Unis et leurs alliés européens au sein de l'OTAN, qui ont été constatées dans l'enceinte de l'Assemblée générale de l'ONU qui a adopté, au contraire, une résolution défavorable à la Russie. Les observateurs font remarquer que lors de ces votes, au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, les États-Unis se sont alliés à la Russie, contre leurs alliés européens de l'OTAN. Le représentant permanent de la Russie à l'ONU, Vassili Nebenzia, a estimé que la résolution américaine sur l'Ukraine sans rhétorique anti-russe, adoptée par le Conseil de sécurité, dans la soirée du 24 février, est « un point de départ sur la voie de la paix ». Pour lui, ce sont des changements constructifs dans la position américaine sur ce conflit, et l'Europe est aujourd'hui le seul acteur sur la scène internationale qui souhaite que la guerre continue. Moscou appelle ceux qui souhaitent véritablement parvenir à une paix durable en Ukraine à ne pas permettre à Kiev et à ses marionnettistes de perturber les efforts entrepris par la Russie et les États-Unis, a-t-il ajouté. Il fait remarquer que, grâce à l'administration



Ph : DR

Trump, le monde commence à apprendre ce qui se passe réellement en Ukraine depuis des années. Il s'agit d'un projet antirusse financé par l'Occident dès le début, a-t-il ajouté. En effet, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a dépensé 30,6 milliards de dollars pour l'Ukraine de 2021 à 2024, soit 21 % de ses dépenses totales à l'étranger. De ce fait, une Ukraine indépendante n'a tout simplement pas existé, a martelé Vassili Nebenzia, cité par Sputnik. D'autre part, à l'issue de sa réunion avec le président français, Emmanuel Macron, à Washington, le président américain Donald Trump, cité par Sputnik, a déclaré que les négociations avec Moscou se déroulent "très bien", les deux parties ont réalisé des progrès significatifs dans leur dialogue. Selon lui, le conflit en Ukraine peut prendre fin en quelques semaines. Il a ajouté, par ailleurs, que les États-Unis essaient de conclure plusieurs accords de développement économique avec la Russie. Trump s'est dit prêt à venir à Moscou "si tout se passe bien". De son côté, le général Dominique Delawarde, ancien militaire français, a commenté auprès de l'agence Sputnik Afrique, la mise à l'écart de l'Europe des négociations entre Moscou et Washington, concernant l'Ukraine. Pour lui, "Trump veut la paix. L'Union européenne, qu'elle soit contente ou non,

devra se soumettre". "Quels que soient les efforts de l'Europe et de l'Ukraine, l'Europe aujourd'hui ne compte plus. Elle ne compte plus en tant que puissance économique, parce que l'économie européenne, dans sa globalité, est en faillite", souligne-t-il dans sa déclaration à Sputnik. Pour l'ancien officier, c'est l'Europe qui souhaitait aller jusqu'au bout de la guerre, pas Kiev. Il l'explique par l'influence du néo-conservatisme aux États-Unis. "Les néo-conservateurs sont des gens qui souhaitent la domination américaine pour un nouveau siècle sur l'ensemble de la planète et qui veulent le faire par tous les moyens, y compris par la guerre", ajoute-t-il. Les dirigeants européens actuels sont issus de cette école, mais perdent en popularité, indique Dominique Delawarde. Il cite notamment Keir Starmer, "quasiment haï par sa population" et Olaf Scholz qui s'est "fait éliminer".

M'hamed Rebah

LES RENCONTRES TUTELLE-SYNDICATS DE LA SANTÉ SE POURSUIVENT Une délégation du SNASFASP chez Saïhi

Dans le cadre de la série de rencontres avec les représentants des différents syndicats du secteur de la santé, le ministre Saïhi a reçu lundi une délégation du Syndicat national autonome des sages-femmes algériennes de santé publique (SNASFASP). Selon un communiqué du ministère, cette réunion a été l'occasion de présenter les différentes observations et préoccupations du syndicat à propos du statut particulier les concernant. « L'expérience professionnelle non comptabilisée dans la promotion au poste supérieur ou dans le grade et les conditions de nomination aux postes supérieurs ont été évoqués, outre la valorisation de la formation continue et les moyens de garantir la protection juridique des activités des sages-femmes, la valorisation du parcours professionnel, la nécessité de rectifier le classement à la catégorie 12 au lieu de la catégorie 11, en sus de la nécessité de remédier aux lacunes observées dans le grade de sage-femme principale ». Après avoir écouté les préoccupations soulevées, Saïhi a affirmé que toutes ces observations « seront prises en compte et examinées par la commission mise en place à cet effet, afin qu'elles soient soumises aux autorités compétentes pour les prendre en charge ». Le ministre a également souligné son engagement à suivre ce dossier et à fournir toutes les facilités pour répondre aux préoccupations qui peuvent être prises en charge au niveau du secteur », conclut la même source.

Ania N.

A MANAGUA

Rebiga rend hommage aux héros de la République du Nicaragua

En déposant une gerbe de fleurs devant «Le monument des héros de la révolution», le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, a rendu hommage aux héros de la République du Nicaragua, a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, M. Rebiga était accompagné de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République du Nicaragua, Ali Menguellati, de l'inspecteur général des services à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), du Contrôleur général de police Hadj Said Arezki et du ministre conseiller du président du Nicaragua pour les politiques et les relations internationales, Ivan Lara Palacios, a fait savoir le communiqué.

L. Zeegane

REUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier une réunion du Gouvernement consacrée à plusieurs secteurs. Selon un communiqué des services du Premier ministre, le Gouvernement a ainsi examiné la nouvelle mouture de l'avant-projet de loi relative aux Wakfs, enrichi à la lumière des orientations du Président de la République, édictées lors du Conseil des ministres du 07 avril 2024, en vue de promouvoir et de moderniser le Système des biens Wakfs et de créer une dynamique nouvelle qui lui permettrait de renforcer sa contribution à l'effort de développement économique et social. Le Gouvernement a également poursuivi l'examen du projet de décret exécutif fixant les modalités d'application des règles générales relatives aux marchés publics, visant à établir les mécanismes opérationnels à même de garantir une mise en œuvre efficace du cadre législatif en vigueur, notamment en vue d'optimiser l'usage des ressources publiques et d'instaurer un cadre favorisant la transparence, concurrentiel et équitable des marchés publics. En outre, le Gouvernement a entendu une communication sur le taux d'avancement dans la mise en œuvre de la décision de Monsieur le Président de la République relative à la création du Groupe Public de Construction Ferroviaire et du Groupe de Travaux Maritimes, afin de renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'ingénierie et de la construction dans ces deux secteurs stratégiques à travers la création de deux Groupes à même de contribuer efficacement à la mise en œuvre de l'important programme d'investissement pour le développement des secteurs ferroviaire et maritime, et d'accéder à terme aux marchés internationaux. Enfin, le Gouvernement a suivi le processus de finalisation de la mise en œuvre du nouveau système de gestion du foncier économique destiné à l'investissement, à travers l'examen des mesures prises et celles devant être prises dans les meilleurs délais, pour la mise en place effective de l'Agence nationale du foncier industriel et l'Agence nationale du foncier urbain, compte tenu de leur rôle important, ainsi que l'Agence nationale du foncier touristique, et ce, afin de renforcer l'offre foncière destinée aux porteurs de projets d'investissement".

R. N.

